

Le Marxisme Vivant

Revue de Théorie et Politique Internationale
n° 11 - 2005

Cette brochure est l'édition en langue française de *quelques articles* de la revue ***Marxismo Vivo - n° 11 / 2005*** publiée en espagnol (voir www.marxismalive.org). La *présentation* qui suit concerne toutefois l'édition complète en espagnol.

Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale
www.litci.org

2,00 €

Editeur responsable et adresse de contact en Belgique: litia.be@tiscali.be

Présentation



A plusieurs occasions, nos lecteurs se sont plaints du fait que notre revue ne couvre pas les événements les plus récents de la lutte de classes. Ces lecteurs auront de nouveaux motifs pour nous récriminer. Au cours des dernières semaines il y a eu trois grands

événements qui ne sont pas analysés dans cette nouvelle édition de **Marxisme Vivant**. En Equateur, une puissante mobilisation de masses a renversé le président Lucio Gutiérrez. En Uzbequistan, une importante rébellion contre le gouvernement a provoqué la mort d'environ 600 manifestants, et récemment en Bolivie, le mouvement de masses dans la rue remet le gouvernement en question.

Les faits sont assez représentatifs des événements qui se sont déroulés dans deux parties extrêmes de la planète. En Amérique latine, une forte mobilisation continentale remet en question les plans de l'impérialisme et cette vague renverse une bonne partie des gouvernements « démocratiquement » élus (l'Equateur, l'Argentine, la Bolivie, et encore l'Equateur...). D'un autre côté, dans l'ex URSS et en Europe de l'Est dans son ensemble, après le reflux très net pendant une bonne partie des années 90', le mouvement de masses occupe à nouveau l'avant de la scène.

La situation en Equateur, en Bolivie et en Uzbequistan nous permettrait de remplir des pages et des pages de notre revue. Toutefois, nous avons voulu être fidèles aux objectifs que nous nous sommes fixés il y a cinq ans avec le lancement de **Marxisme Vivant** :

il ne s'agit pas de couvrir les grands événements de la lutte de classes mais de tirer de ces événements les conclusions relatives au programme, du point de vue du marxisme révolutionnaire. Voilà pourquoi notre revue paraît souvent déphasée par rapport à la réalité, puisque tirer ce type de conclusions suppose une étude plus retardée, beaucoup de discussions et de réflexion.

D'autre part, il est intéressant de voir comment, dans la situation actuelle, les événements se sont développés à une vitesse vertigineuse qui dépasse les rythmes de toute rédaction. Le cas de l'Equateur est assez représentatif. La première édition de **Marxisme Vivant**, apparue au mois de juin 2000, a fait état de l'insurrection qui a renversé le président Jamil Mahuad. A la tête de cette insurrection se trouvaient le colonel Lucio Gutiérrez et le dirigeant indigène Antonio Vargas, président de la CONAIE. Si, dans cette nouvelle édition de **Marxisme Vivant**, nous avons analysé les événements de l'Equateur, nous aurions dû montrer qu'après l'insurrection de l'année 2000, Lucio Gutiérrez a été emprisonné, qu'il s'est par après lancé comme candidat à la présidence de la république, qu'il a gagné les élections avec le vaste soutien des travailleurs et du peuple et que finalement, ce même peuple est sorti dans la rue pour renverser le président qu'il avait élu. Vargas, le même personnage qui se trouvait à la tête de l'insurrection en 2000 et qui, à ce titre, se trouvait parmi les personnes interviewées dans **Marxisme Vivant**, a été en 2005, déjà comme ministre, le principal organisateur des bandes armées qui ont fait face à la nouvelle insurrection, la mitraillant à partir de son ministère.

Dans l'histoire de la lutte de classes, ce type de situation se retrouve à mainte reprise. A plusieurs occasions, nous avons vu comment les mêmes dirigeants qui, à un moment se trouvaient à la tête d'actions révolutionnaires, se retrouvaient, à un autre moment, à la tête de la contre-révolution. Toutefois, dans la plupart des cas, il y avait une longue période de temps entre l'une et l'autre action. Actuellement, la réalité est différente. Les temps se raccourcissent et cela nous mène déjà à une première grande conclusion relative au programme. La crise du capitalisme est telle qu'elle l'oblige à maintenir, de manière constante, une offensive contre les masses. Cela provoque une réponse

de leur part, réponse qui, dans beaucoup d'occasions, est supérieure à cette même offensive et, de ce fait, donne constamment lieu à de grandes confrontations. C'est précisément ce processus rapide et violent de la révolution et de la contre-révolution qui explique que les personnages changent aussi rapidement de rôle.

Comme nous le disions précédemment, nous n'allons pas, dans ce numéro de **Marxisme Vivant**, analyser la situation en Equateur. Toutefois, une bonne partie de ce qui arrive dans ce pays, spécialement en ce qui concerne la direction des masses (son passage de la révolution à la contre-révolution), ne peut être compris en dehors du cadre de ce qui se passe avec la gauche au niveau mondial. Et voilà précisément un sujet traité en profondeur dans cette revue, à partir d'un important débat qui a eu lieu au dernier Forum Social Mondial de Porto Alegre. Ainsi, nous pensons apporter une contribution à la discussion sur une question qui doit être le centre des préoccupations de tous les marxistes révolutionnaires : comment s'y prendre pour dépasser la crise de direction révolutionnaire ?

Les éditeurs

En 2005

**Une question de principes:
Polémique avec Gilbert Achcar (SU) sur la résistance iraquienne**

Alejandro Iturbe

Membre de la Direction Nationale du FOS, la section argentine
de la LIT-QI



Le changement du caractère de la guerre en Iraq (de guerre d'occupation impérialiste en guerre de libération nationale) a généré un profond débat dans la gauche mondiale et, plus en général, dans le vaste mouvement unitaire qui s'est opposé à l'invasion et exige le retrait des troupes impérialistes. A partir de la nouvelle situation, caractérisée par les actions permanentes et les attentats de la résistance iraquienne, quelques secteurs ont commencé à affirmer qu'on ne doit pas soutenir ces actions ou qu'il ne faut pas soutenir de manière inconditionnelle l'ensemble de la résistance. Il s'agit, comme nous le verrons à la fin de cet article, d'une nouvelle expression du « déluge opportuniste » qui a poussé la majorité de la gauche à abandonner le programme révolutionnaire.

Gilbert Achcar, journaliste franco-libanais du Monde Diplomatique et principal porte-parole du Secrétariat Unifié (SU) de la Quatrième Internationale dans les thèmes concernant le Moyen Orient, a clairement exposé cette position, dans une polémique publique avec Alex Callinicos, dirigeant du SWP anglais (Rébellion, 24/01/05) :

« La résistance iraquienne est formée par un conglomérat hétérogène de forces, beaucoup d'entre elles exclusivement locales. Pour la plupart, il s'agit de gens qui se rebellent face à la dure occupation de leur pays, et luttent contre les occupants et leurs collaborateurs iraqiens armés. Mais un autre segment des

forces engagées dans des actions violentes en Iraq est constitué principalement par des fanatiques très réactionnaires, principalement des fondamentalistes islamiques, qui ne font pas la distinction entre civils – y compris les iraqiens eux-mêmes – et personnel armé, et recourent à des actions atroces (...). Ces actions sont utilisées par Washington pour contrebalancer l'effet des attentats légitimes contre les troupes américaines : la tâche de présenter *l'ennemi* comme le mal en est ainsi facilitée. Par conséquent, cela signifie que **tout soutien inconditionnel à la résistance iraquienne dans sa totalité dans les pays occidentaux (...) est gravement contre-indiqué car profondément erroné (bien que basé sur de bonnes intentions)**. Il devrait exister une distinction claire entre les actions contre l'occupation, qui sont légitimes, et celles de groupes appelés de *résistance* qui doivent être rejetées ». Dans la deuxième lettre de la polémique, Achcar avance encore plus sur sa position : « La plateforme du mouvement contre la guerre ne devrait pas inclure le soutien à la résistance armée à l'occupation (...) un principe sur lequel j'ai récemment essayé de convaincre certains de tes propres camarades français dans une organisation pacifiste en France à laquelle j'appartiens. » (soulignés A.I.).

Résumons la position d'Achcar : « il est profondément erroné de soutenir inconditionnellement l'ensemble de la résistance iraquienne » parce qu'en son sein agissent « des fanatiques très réactionnaires qui recourent à des actions horribles ». Plus encore, c'est « un principe » que de se battre, dans le mouvement anti-guerre, pour que ce soutien ne fasse pas partie de son programme.

Disons-le d'entrée : Achcar (qui appartient à une organisation qui, dans le passé, était trotskiste) abandonne tous les principes qui ont marqué les positions des marxistes révolutionnaires face aux guerres, spécialement celles de Lénine et de Trotski. C'est pourquoi, pour développer notre polémique avec lui, il nous paraît indiqué de commencer par un résumé des positions que ces dirigeants de la révolution russe ont élaborées.

Lénine et les guerres

Lénine revendiquait tout d'abord la définition de Von Clausewitz¹ : « la guerre était la continuation de la lutte politique par d'autres moyens ». Pour Lénine, le concept de « lutte politique » signifiait lutte de classes ou lutte entre des secteurs d'une même classe. C'est pourquoi il soutenait que « les guerres sont le produit le plus authentique et le plus inévitable du capitalisme dans sa phase terminale » et qu'elles représentaient « un mode de vie capitaliste, aussi légitime que la paix »².

C'est pourquoi, contrairement aux pacifistes (qui s'opposent, par principe, à toute guerre), il considérait nécessaire d'étudier concrètement le caractère de

chaque guerre, c'est-à-dire de caractériser quelles sont les forces et classes sociales représentées dans chaque camps, pour seulement, à partir de cette définition, déterminer une position. « Les socialistes ont toujours condamné les guerres entre peuples comme quelque chose de barbare et de féroce. Mais **notre attitude face à la guerre est, par principe, différente de celle qu'assument les pacifistes bourgeois** (partisans et propagandistes de la paix) (...) Comme marxistes, nous reconnaissons le besoin **d'étudier historiquement** (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) **chaque guerre en particulier.**³

Les guerres de libération nationale

De cette étude a surgi la définition de différents types de guerres propres à l'époque impérialiste : interimpérialistes, de colonisation, fratricides, etc. Parmi elles, Lénine distinguait un type particulier : la guerre de libération nationale. Dans ce type de guerre, il fallait soutenir, sans aucun doute, le camps des opprimés contre celui des oppresseurs.

« La guerre contre les puissances impérialistes, à savoir, les oppresseurs, est, de la part des opprimés (par exemple, les peuples des colonies) une guerre véritablement nationale. (...) La 'défense de la patrie' par le pays opprimé comme nation, contre le pays oppresseur, n'est pas une erreur, et les socialistes ne sont, en aucune manière, contre la 'défense de la patrie' dans cette guerre. (...) Les socialistes ne peuvent pas renoncer à cette lutte, quelle que soit sa forme (y compris l'insurrection ou la guerre) sans cesser d'être socialistes ».⁴ Pour ne laisser planer aucun doute, il insiste : « Si, par exemple demain, le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, etc., il s'agirait de guerres 'justes', indépendamment de savoir qui attaquerait le premier, et tout socialiste sympathiserait avec la victoire des Etats opprimés, dépendants, amoindris dans leurs droits, face aux 'grandes' puissances oppressives, esclavagistes et spoliatrices ».⁵

Une guerre sans « actions horribles » ?

Ahcar pourrait argumenter qu'il n'est pas pacifiste, qu'il est pour combattre l'envahisseur, mais qu'il s'oppose aux « actions horribles ». Ceci approfondirait seulement le débat. Ce que Lénine avance est une position de principes : nous soutenons la lutte des pays colonisés contre l'impérialiste oppresseur de manière inconditionnelle (« quelque soit la manière qu'adopte cette lutte »). Il est évident qu'il n'y a pas de manière de mener une guerre (même, une « guerre juste ») sans effectuer d'« actions horribles », comme par exemple attaquer des civils collaborationnistes. En outre, il existe inévitablement le risque qu'un innocent meure. Comment qualifierions-nous par exemple les attentats contre

le bâtiment d'une entreprise impérialiste qui pille le pétrole iraquien et où meurent des travailleurs civils étrangers, ou contre l'hôpital où on effectuait la visite médicale des candidats à l'intégration dans la police cipaye (et qui a aussi touché les travailleurs de l'hôpital). Ce sont, évidemment, « des actions horribles », mais absolument nécessaires et justes pour combattre l'envahisseur. Cela s'est produit dans toutes les guerres de libération : celles livrées en Europe contre l'occupation nazi, en Algérie, au Vietnam, etc. En dernier ressort, cette violence est aussi la faute de l'envahisseur impérialiste parce qu'elle répond à son agression qui, il faut le dire, inclut « des actions horribles » bien pires.

Comme l'indique Lénine lui-même : « malgré les horreurs, les férocités, les calamités et la souffrance qu'amène inévitablement toute guerre, beaucoup de guerres sont progressives, c'est à dire, utiles pour le progrès de l'humanité ». Telle est la position claire d'un révolutionnaire. Par contre, l'effroi d'Achcar face aux « actions horribles » ressemble beaucoup à celui des « bourgeois pacifistes ».

Que faisons-nous face a Al Zarqawi ?

Une fois ce contexte général défini, nous devons aborder la question de l'attitude à adopter face à des groupes comme ceux d'Al Zarqawi, dont les actions ont un caractère de provocation. Ils attaquent par exemple les fêtes et les mosquées chiites, dans une logique d'approfondir la division populaire sur la base d'une ligne religieuse. Dans ce cas, nous estimons que nous devons clairement nous différencier et critiquer avec dureté ce type d'actions, non pas essentiellement par leur « caractère horrible » qui, comme nous l'avons vu, est présent dans beaucoup d'actions de guerres justes, mais parce qu'elles vont contre le développement de la lutte en Iraq et le soutien populaire dans le reste du monde. En Iraq, parce qu'elles visent à mettre face à face chiites et sunnites au lieu d'aider à ce qu'ils combattent de manière chaque fois plus unitaire contre l'envahisseur. Dans le monde (comme l'indique Achcar lui-même), parce qu'ils servent les forces d'occupation dans leurs tentatives de justifier les massacres et leur présence en Iraq à cause du « danger de guerre civile ». C'est pourquoi, comme nous l'indiquons dans un autre article, beaucoup de journalistes indépendants et des secteurs de la résistance elle-même, se demandent si ces groupes (minoritaires quant à leur nombre de membres) ne sont pas des provocateurs au service de la CIA. Mais laissons de côté, pour un moment, ce dernier point. Notre dure et permanente critique de ces courants peut seulement être faite accompagnée de deux considérations. La première est que, bien que nous soyons réitératifs, cette critique doit se faire dans le contexte d'un soutien inconditionnel à la lutte de la résistance dans son

ensemble. La deuxième est que, tant qu'on ne démontre pas que ces groupes sont des agents provocateurs au service des yankees, nous défendons leurs membres face aux attaques et à la répression qu'ils subissent de la part des envahisseurs.

Deux politiques face aux directions fondamentalistes

Le deuxième argument d'Achcar pour conditionner son soutien à la résistance iraquienne est l'existence de groupes de « fanatiques très réactionnaires, principalement des fondamentalistes islamiques ». Bien que ces groupes représentent un secteur minoritaire de la résistance en Iraq, cet aspect est complètement secondaire dans la polémique. Si nous développons la position d'Achcar jusqu'au bout, il refuserait de donner tout soutien à la résistance iraquienne au cas où les fondamentalistes islamiques seraient dans la direction ou représenteraient une majorité dans cette direction. Rappelons qu'ils ont dirigé la révolution iranienne en 1979, et que cela peut se répéter à nouveau dans d'autres pays du Moyen Orient (il suffit de voir leur poids croissant en Palestine et au Liban). Achcar tombe ici dans une grave erreur souvent commise par différents secteurs de gauche : se refuser à soutenir une lutte juste à cause du caractère réactionnaire de sa direction. Qu'est-ce que Trotski estimait qu'il faille faire dans ces cas ?

« Prenons l'exemple le plus simple et évident. Au Brésil, il règne actuellement un régime semi-fasciste que tout révolutionnaire peut uniquement considérer avec haine. Supposons cependant qu'un jour, l'Angleterre entre en conflit militaire avec le Brésil. De quelle côté se placera la classe ouvrière dans ce conflit ? Dans ce cas moi, personnellement, je serai avec le Brésil 'fasciste' contre la Grande-Bretagne 'démocratique'. Pourquoi ? Parce qu'il ne s'agirait pas d'un conflit entre la démocratie et le fascisme. Si l'Angleterre gagnait, elle mettrait un autre fasciste à Rio de Janeiro et elle attacherait le Brésil avec des doubles chaînes. Si, par contre, le Brésil sortait triomphant, la conscience nationale et démocratique de ce pays recevrait un puissant élan qui amènerait au renversement de la dictature de Vargas⁷. En même temps, la défaite de l'Angleterre donnerait un bon coup à l'impérialisme britannique et cela se traduirait en retour par un nouvel élan du mouvement révolutionnaire du prolétariat anglais. Il faut réellement avoir la tête vide pour réduire les antagonismes et les conflits militaires mondiaux à la lutte entre fascisme et démocratie. Il faut savoir découvrir tous les exploiters, esclavagistes et voleurs sous les masques avec lesquelles ils se cachent! ».

La position de Trotski est tellement catégorique qu'elle n'a presque pas besoin de commentaire : « avec le Brésil 'fasciste', contre la Grande-Bretagne 'démocratique' ». Son raisonnement est très profond : un triomphe du Brésil

aiderait non seulement au renversement de la dictature (un grand changement dans la direction du pays !) mais il ferait avancer énormément la lutte de classes au niveau mondial, principalement dans le pays impérialiste. Mais Achcar considère peut-être que les directions fondamentalistes islamiques sont pires qu' « une dictature semi-fasciste » ?

Ce que Trotski a posé comme hypothèse, s'est réalisé dans la réalité, en 1982, au cours de la Guerre des Malouines entre l'Argentine (régie par une dictature militaire génocidaire) et l'Angleterre. J'ai personnellement vécu cette expérience et je suis fier que l'organisation dont je faisais partie (le Parti Socialiste des Travailleurs) et tout le courant international fondé par Nahuel Moreno était, comme nous l'avons appris de Trotski, « avec l'Argentine 'fasciste' contre l'Angleterre 'démocratique' », et ce malgré le fait que plus de cent de nos camarades aient été kidnappés et assassinés par cette même dictature. Par contre, d'importants secteurs de la gauche mondiale et argentine ont refusé de soutenir cette lutte et ont adopté la position selon laquelle « le mieux était la défaite de l'Argentine », en se plaçant, objectivement, dans le camp de l'impérialisme, au-delà de leurs « bonnes intentions ». Finalement, l'Angleterre, soutenu par les Etats-Unis, a gagné la guerre ce qui a contribué à fortifier Margaret Thatcher et Ronald Reagan.

Maintenant si, unité d'action

Dans ce cadre de principes, il est nécessaire de mettre au point un aspect, tactique mais très important : comment agir au sein du mouvement antiguerre, intégré tant par des révolutionnaires que par des pacifistes purs. Nous croyons que le critère correct est celui de l'« unité d'action », c'est-à-dire promouvoir la plus vaste unité de tous ceux qui sont d'accord sur un point progressif : dans ce cas, l'exigence de la retraite des troupes impérialistes de l'Iraq, comme ce fut le cas lors des actions développées le 19/20 mars passé. Le déroulement de grandes mobilisations, spécialement dans les pays impérialistes impliqués dans le conflit, mine les bases de ces gouvernements. C'est ce qui s'est passé en Espagne, en Angleterre, en Italie et, dans une moindre mesure, aux Etats-Unis. De ce point de vue, c'est une grave erreur sectaire que de prétendre imposer à l'ensemble du mouvement tout notre programme révolutionnaire pour la guerre (soutien de la résistance, défaite des envahisseurs) et d'en faire une condition pour effectuer des mobilisations conjointes.

Mais ce que nous ne pouvons pas faire, au nom de cette tactique, c'est négliger ce programme, ne pas le présenter à l'ensemble du mouvement et ne pas batailler pour y gagner chaque fois plus de secteurs de jeunes et de travailleurs et les disputer aux directions pacifistes, bourgeoises, réformistes, etc. Plus encore, le changement de caractère de la guerre en Iraq l'exige comme

un besoin chaque fois plus impérieux. Par contre, pour Achcar c' est « un principe » de batailler pour que ce programme n'étende pas son influence et, comme nous l'avons vu, de lutter pour ce « principe » au sein du mouvement antiguerre.

Le « déluge opportuniste »

Malheureusement, les positions d'Achcar et de son organisation ne sont pas un cas isolé. Ils font partie d'un « déluge opportuniste » qui a entraîné la majorité de la gauche à abandonner le programme révolutionnaire et à adopter des positions chaque fois plus adaptées à la « démocratie impérialiste » (voir les articles de Martín Hernández dans le Marxisme vivant 9 et 10). Dans le cas concret du SU, il suit chaque fois plus (comme l'« ombre gauche ») les positions de l'impérialisme européen. Dans les mêmes lettres que nous avons utilisées pour cette polémique, Achcar en est arrivé à soutenir de fait les élections frauduleuses qui se sont réalisées en Iraq, qui étaient selon lui « les premières élections pluralistes après des décennies de despotisme dans le pays ». Les caractéristiques du nouveau gouvernement iraquien sorti de ces élections (un gouvernement marionnette qui intègre un régime colonial soutenu par des milliers de soldats occupants) illustrent d'elles mêmes ce supposé « pluralisme »

Ce n'est pas un hasard si ces positions sont exprimées maintenant, quand les gouvernements impérialistes français et allemand (qui s'étaient heurté à la décision unilatérale de Bush d'envahir l'Iraq en 2003) se rapprochent de nouveau de Bush et soutiennent la solution électorale et l'installation d'un nouveau gouvernement en Iraq, avec le soutien de l'ONU, dans une tentative d'éviter une défaite complète des yankees et de chercher une solution au borbier dans lequel se trouve Bush dans ce pays.

Pour notre part, nous continuons notre bataille contre le « déluge opportuniste ». En Iraq, cela nous amène à nous identifier avec la lutte héroïque de son peuple et à la soutenir inconditionnellement. Sur le plan théorique et programmatique, nous ne faisons que défendre le capital précieux que nous ont laissé Marx, Lénine et Trotski.

Notes

1 Carl von Clausewitz (1780-1831), général et théoricien militaire prussien.

2 La situation et les tâches de l' Internationale Socialiste, 01/11/914.

3 Le socialisme et la guerre, 1915, soulignés A.I.

4 Sur la caricature du marxisme et l'« économisme impérialiste », septembre-octobre 1915

5 Ibidem

6 Il s'agit d'un autre article de l'édition en espagnol de ce numéro de « Marxismo Vivo », non repris dans cette édition en français. L'argumentation à laquelle est fait référence se trouve aussi dans le N° 110 de Correo Internacional, disponible en français. (NdT)

7 Getulio Vargas (1883-1954), président du Brésil en 1930-1945 et en 1950-1954.

8 Interview avec Mateo Fossa – 23/9/1938 – Escritos Latinoamericanos – Editions CEIP – Buenos Aires.

La lutte de classes

La Chine : la résistance ouvrière, paysanne et populaire

Gabriel Massa

Membre de la Direction Nationale du FOS, la section argentine de la LIT-QI



L'importance de la Chine n'est plus à démontrer aujourd'hui. Sur toutes les couvertures des magazines et dans tous les débats politiques, la Chine est présentée comme la nouvelle grande puissance économique mondiale.

Mais la réalité est bien différente. En dépit des énormes investissements des multinationales en Chine, le pays n'en devient pas pour autant plus grand et plus riche, bien au contraire, c'est une colonie de plus en plus soumise à l'impérialisme. Et, malgré les millions de dollars investis, malgré la fabrication de millions de produits en tous genres, malgré la création de millions d'entreprises, poussant comme des champignons sur le territoire chinois, les travailleurs deviennent chaque jour un peu plus pauvres. C'est ce qu'indique l'augmentation des luttes et de la résistance dans les villes et à la campagne, comme le montre l'article de Gabriel Massa que nous publions ici.

La soumission croissante de la Chine à l'impérialisme a provoqué une détérioration constante des conditions de vie des travailleurs de la ville et de la campagne, ainsi que des petits paysans. Elle est à l'origine de la résistance croissante de la classe ouvrière - aussi bien dans les vieilles entreprises étatiques que dans les nouvelles branches industrielles, notamment celles du littoral - des paysans et de vastes secteurs populaires, sans oublier le mouvement étudiant, qui se battent pour des revendications économiques et démocratiques.

La riposte de la bureaucratie du Parti Communiste Chinois consiste à rejeter systématiquement les revendications ouvrières et populaires, à accorder quelques concessions uniquement dans le cas où la lutte elle-même ne lui laisse pas d'autre alternative, et à exercer une répression impitoyable contre ceux qui se mobilisent, allant jusqu'aux arrestations et aux détentions.

Loin de freiner l'ascension des luttes, cette répression devient un nouveau motif de combat, et se traduit par de grandes mobilisations exigeant la libération des dirigeants emprisonnés.

La résistance contre la bureaucratie est apparue dans toute sa force lors des mobilisations contre l'imposition de lois répressives dans l'ex-colonie britannique, Hong Kong, territoire restitué à la Chine en 1997.

Un article du *Washington Post* du 15 juillet 2003 informait ainsi:

« On pensait que la loi de sécurité proposée par le chef de l'exécutif de la ville, Tung Che-hwa, soutenu par Pékin, et dont les critiques disaient qu'elle mettrait fin aux libertés civiles, achèverait tout simplement de transformer Hong Kong en une ville chinoise de plus.

Elle a au contraire galvanisé l'opposition démocratique et a provoqué la plus grande manifestation en Chine, ce, depuis les protestations dirigées par les étudiants en 1989, place Tien An Men. Quelques 500.000 personnes ont pris part à la marche du 1^{er} juillet, date anniversaire de la restitution de Hong Kong à la Chine, obligeant le gouvernement de la ville à modifier, puis finalement à remettre à plus tard la loi anti-subversive ».

Cette immense mobilisation démocratique à Hong Kong, en soi fondamentale, est à jauger à l'aune d'un processus de luttes bien plus large, qui parcourt cet immense pays de 1300 millions d'habitants. Les principaux protagonistes de ce processus, contrairement aux périodes précédentes, ne sont pas les forces soutenant les droits de l'homme ou le mouvement étudiant, mais des centaines de millions de travailleurs et de paysans qui développent une puissante montée de luttes pour défendre leurs revendications spécifiques.

Nous allons essayer de montrer les principaux aspects de cette montée des luttes.

Les conditions de vie et de travail de l'ancienne classe ouvrière

Dans son ouvrage *Chine: révolution en préparation*, (publié sur le site web **In defense of Marxism**, 26 avril 2000) Phil Mitchinson raconte:

« Le cœur industriel du Nord-Est connaît une explosion du chômage. Autrefois, l'usine dans laquelle on travaillait offrait un salaire, fournissait un logement, l'école pour les enfants, les soins médicaux pour les familles et une retraite. Actuellement la privatisation et les fermetures ont mis fin à tout cela. En 1995, par exemple, Liaoning avait une population ouvrière urbaine de 12 millions. Selon des critères occidentaux, on y aurait compté quelques 329.000 chômeurs. Fin 1996, le chiffre atteignait 800.000 chômeurs ; fin 1997, 1,8 millions et fin 1998, 2,2 millions, avec encore 400.000 autres travailleurs sur le point d'être licenciés. (...)

Des millions de personnes continuent à affluer de la campagne vers les villes, à la recherche de travail. Ces travailleurs émigrants effectuent inévitablement les pires travaux. Cela a donné lieu au phénomène des 'dagongmei', les 'petites sœurs ouvrières', c'est-à-dire, de jeunes femmes ouvrières originaires de la campagne. Ces jeunes femmes travaillent dans les pires conditions, mais elles ont encore de la chance. Beaucoup d'autres sont forcées à la prostitution ou à la mendicité.

Personne ne sait exactement combien d'émigrants économiques il y a actuellement, mais les estimations avoisinent les 130 millions. Leur sort est souvent comparé à celui des travailleurs en Angleterre au début du 19^{ème} siècle.

»

L'irruption des protestations

Toujours selon Mitchinson, « les conséquences des 'conseils' [de l'impérialisme], suivis à la lettre, sont patentes en Chine. Elles se traduisent par une irruption de protestations ouvrières et sociales dans tout le Nord-Est du pays. Des grèves, des manifestations, et même des mouvements semi-insurrectionnels offrent une illustration du potentiel explosif d'un nouvel épisode dramatique dans la révolution du Sud-Est asiatique »

À son tour, l'auteur Ho Jun-bo dans son travail *Luttes ouvrières massives en Chine : perspectives pour la Révolution chinoise*, écrit:

« Depuis les luttes des travailleurs, des jeunes et des étudiants de la période de 1987-1989, la Chine n'avait plus vu ce niveau actuel de luttes des travailleurs, des jeunes, des paysans pauvres et des travailleurs émigrants (...) Le facteur le plus significatif dans le développement de la révolution a été la protestation du prolétariat en Chine, la continuation et le développement de cette protestation tout au long de l'année dernière. Il s'agit de revendications syndicales, autour des conditions de travail, de revendications de paysans pauvres et de travailleurs émigrants, qui se sont exprimées dans 225.000 conflits de travail et quelques 30.000 actions politiques en 2001, [ce qui signifie] une unité et une organisation de la classe en 2001 à un très haut niveau. (...) Nombre des 225.000 conflits de l'année passée se sont prolongés en 2002 ». (19 mars 2002, *Asian Marxist Review*, organe théorique de la Workers' International League, Hong Kong & Macao).

La massification de la lutte

Effectivement, les luttes entamées en 2001 se sont étendues et sont devenues massives en 2002. Selon la journaliste Trini Leung dans *La Troisième vague du mouvement ouvrier chinois à l'ère Post-Mao*, article publié dans le *China Labour Bulletin* du 2 juin 2002 : « Au printemps de 2002, dans le Nord-Est de

la Chine, plus de 80.000 travailleurs ont organisé une lutte soutenue pour défendre leurs moyens de vie et leurs droits. Cinquante mille travailleurs des champs pétroliers de Daqing et 30.000 autres travailleurs de l'industrie métallurgique et d'autres secteurs à Liaoyang ont lancé des protestations de rue, des coupures de route, des piquets, des sit-in et des négociations pendant plus de trois mois, ce, à partir de mars 2002. »

La bureaucratie du Parti Communiste Chinois a riposté, comme de coutume, en emprisonnant les principaux dirigeants de la lutte.

Selon le *China Labour Bulletin*, « Le 9 mai 2003, Yao Fuxin a été condamné à sept ans de prison et Xiao Yunliang à quatre ans de prison, tous deux étant accusés de 'subversion'. Ils ont été arrêtés en mars 2002 après avoir dirigé des manifestations pacifiques de travailleurs dans la ville de Liaoyang, dans le Nord-Est de la Chine. Par la suite, des milliers de travailleurs de plus de vingt usines sont sortis dans la rue à Liaoyang pour protester contre la corruption locale et pour exiger des salaires de base, des pensions et de nombreux mois de salaires non-payés ».

Depuis lors, s'est développée une campagne internationale permanente pour obtenir la liberté des deux dirigeants détenus. Mais la répression est loin de pouvoir arrêter les luttes et celles-ci se poursuivent en une courbe ascendante jusqu'à aujourd'hui.

Trois vagues post-Mao

Trini Leung affirme que les mobilisations de 2002 constituent une « troisième vague » de luttes et d'organisation post-Mao des travailleurs chinois. Selon Leung, le mouvement ouvrier indépendant a commencé avec les mobilisations de 1989 qui se sont terminées par la défaite de Tien An Men.

« Les nombreuses Fédérations Autonomes de Travailleurs (FAT), formées par des travailleurs et des étudiants dans des villes de toute la Chine, lors de l'apogée des mobilisations de rue massives en mai et juin 1989, constituent la première tentative des travailleurs pour organiser un organe indépendant afin d'articuler leurs aspirations politiques et sociales. Bien que les FAT aient été créées en général comme des entités de soutien au mouvement pour la démocratie, dirigé par les étudiants, elles ont représenté la première plateforme politique publique construite sur une base ouvrière claire, ce qui a marqué une rupture avec la ligne sanctionnée par le Parti Communiste chinois. »

Dans la première moitié des années quatre-vingt-dix, il y a eu une seconde vague de lutte et d'organisation.

« Entre 1990 et 1994, plusieurs organisations clandestines ont été fondées pour promouvoir l'appel du mouvement des FAT de 1989. (...) La seconde

vague d'organisation ouvrière indépendante diffère de celle de 1989 dans sa tentative de s'organiser autour d'objectifs spécifiques de la classe, avec une base de classe ». Toutefois, « les groupes ouvriers indépendants des années quatre-vingt-dix ne sont pas arrivés à avoir une base ou une organisation dans des usines ou des lieux de travail, principalement à cause de l'interdiction de telles organisations par le gouvernement. La plupart des dirigeants étaient des membres de l'intelligentsia. »

Par contre « l'irruption des protestations de 2002 marque un point de non-retour. Celles-ci se différencient de l'organisation ouvrière de la décennie précédente par leurs revendications, leur base, leurs acteurs et leur façon d'intervenir. Elles représentent donc la troisième vague d'organisation ouvrière dans l'ère post-Mao. (...) Les protestations ouvrières massives qui ont eu lieu au printemps de 2002 avaient des objectifs économiques et l'organisation était basée sur le lieu de travail. Par bien des aspects, elles signifient aussi un pas en avant dans le développement d'un mouvement ouvrier parce qu'elles comportent davantage de membres, d'unité, une direction et un meilleur niveau d'organisation ».

Un autre point de repère important de cette vague de luttes a été l'action, les 18 et 19 novembre 2003, de 10.000 travailleurs de la Compagnie de Roulements d'Automobiles de Xiangyang. Ils ont coupé des routes et des voies ferrées dans toute la ville, lors d'une protestation qui avait pour but de faire pression sur le gouvernement afin qu'il garantisse les droits et les intérêts des travailleurs, face à la privatisation de l'ancienne compagnie étatique. Il y a eu une confrontation violente avec la police et des blessés des deux côtés. La principale voie de chemin de fer qui dessert Xiangfan a été paralysée pendant 48 heures.

Comme autre preuve de cette montée ouvrière en cours, le *China Labour Bulletin* a publié sur sa page web le 7 octobre 2004 un article dans lequel il informe que:

« Plus de 6.000 travailleurs, dont une majorité de femmes, ont été en grève dans l'Usine Textile de Tianwang, dans la province de Shaanxi, à partir du 14 septembre. C'était un moyen de protester contre les tentatives du nouvel actionnaire majoritaire de l'usine - China Resources, une entreprise cotée en bourse à Hong Kong, New-York et Londres – qui voulait les obliger à signer des contrats de travail injustes après le changement de propriétaire de l'usine. Les travailleurs en grève ont paralysé toute la production de l'usine dans les trois dernières semaines et maintiennent une veille de 24 heures par jour, avec des pauses rotatives de 200 travailleurs à la fois, de chaque côté de l'entrée principale de l'usine. Il y a des pancartes accrochées à l'entrée de l'usine qui disent : 'Nous voulons survivre ', 'Protégez les droits des travailleurs 'et

'Restituez-nous les fonds pour lesquels nous avons travaillé dur '. Des travailleurs avec des hauts-parleurs encouragent leurs compagnons à chanter et à crier des mots d'ordre toute la journée. »

Le nouveau patron veut obliger les travailleurs à accepter des licenciements massifs avec une indemnisation moindre que celle qui est légale, pour ensuite les réembaucher avec des salaires plus bas.

« Après quatre jours de grève, le 18 septembre, vers dix heures trente du soir - continue le rapport - près de 1.000 policiers ont soudain débarqué devant la porte principale de l'usine avec une autopompe et ils se sont préparés à disperser les travailleurs par la force. Mais des travailleurs ont couru jusqu'aux dortoirs du personnel de l'usine, utilisant leurs cuvettes comme des tambours, pour réveiller tout le monde ; des milliers de travailleurs, accompagnés de leurs familles ont alors gagné la rue pour protéger les travailleurs regroupés en face des portes principales de l'usine. Face à l'unité de cette nouvelle manifestation de résistance, les agents policiers ont dû reculer, sans utiliser l'autopompe ».

Le nouveau prolétariat rejoint aussi la lutte

A la lutte des travailleurs des anciennes industries s'ajoute maintenant celle des industries récentes, financées par des capitaux étrangers. Une donnée clef est que, l'année dernière, une pénurie croissante de main-d'œuvre est apparue dans de nombreuses villes industrielles, en raison de l'interruption du flux de paysans déplacés de leurs terres. Cela serait dû, d'une part à l'augmentation des prix des produits agricoles sur le marché mondial, ce qui a augmenté les revenus des paysans, d'autre part aux mauvaises conditions de vie et de travail qui règnent dans les villes, deux facteurs qui ont conduit nombre de villageois à rester à la campagne plutôt que d'aller chercher du travail dans les zones urbaines.

Les travailleurs des nouvelles industries, qui pendant des années ne se sont pas mobilisés, par crainte du licenciement dans une conjoncture de chômage élevé, se sentent maintenant plus forts. Des revendications longuement réprimées explosent alors, et tendent à privilégier avant tout l'exigence de contrats de travail qui offrent de meilleures conditions de travail.

Selon *Asian Labour News*, du 1^{er} Octobre 2004, « une étude effectuée récemment à Anhui a mis en évidence que 60% des cas de conflits de travail concernent des employeurs qui ne signaient pas de contrats avec les travailleurs ».

Le quotidien *China Morning Post* informe dans son édition du 14 août 2004 : « Le nombre de conflits de travail a augmenté à Censen : davantage de travailleurs migrants se plaignent qu'on ne les paye pas et qu'on les oblige à travailler des journées trop longues. L'accueil du gouvernement de Censen a

reçu plus de 41.000 demandes dans la première moitié de l'année, une augmentation de 13,6 % par rapport à la même période de l'année passée. (...) Les chiffres montrent que la quantité de conflits touchant plus de trente travailleurs à Censen a augmenté de 12 %, passant à 512, dans les six premiers mois de l'année. La quantité de conflits du travail a augmenté pendant les trois dernières années. (...) La mauvaise ambiance de travail et les conditions difficiles ont provoqué de nombreuses protestations des travailleurs. Le gouvernement de Censen a déclaré que la quantité croissante de demandes a compromis la stabilité sociale et causé des troubles à l'ordre public. »

La résistance paysanne

Entre 800 et 900 millions de chinois - d'un total de 1300 millions - vivent dans des zones rurales. Une partie d'entre eux, entre 130 et 200 millions de ruraux selon différentes sources, vivent dans de véritables *limbes*, dépouillés de leurs terres et sans possibilité de trouver du travail dans les villes.

Mais la grande majorité des habitants ruraux qui conservent leurs terres ne se portent pas beaucoup mieux. Leur revenu représente, en moyenne, un tiers de celui des travailleurs des villes.

Étant donné la basse productivité à la campagne, les recettes que l'Etat central obtient des impôts aux paysans sont minimales. Toutefois, ces paysans sont continuellement assiégés par les autorités locales corrompues des villages et des petites villes.

Dans un travail présenté le 1 juillet 2004 à la conférence convoquée sous la devise « Au-delà de l'Etat-parti : Etat, loi et société en Chine contemporaine » de l'Académie de Sciences de Varsovie (Pologne), le Centre pour l'Etude de la Démocratie (CSD) de l'Université de Californie informe :

« L'extraction d'impôts et de tarifs excessifs, combinée avec les méthodes brutales d'encaissement, mène à la protestation et la violence. Les stratégies paysannes sont: l'évasion d'impôts et de tarifs, ainsi que les tentatives de retarder et de postposer le paiement ; mais aussi les manifestations, les sit-in, les coupures de routes et de chemins de fer, le pillage d'installations du parti au pouvoir dans les villages, la détention et le passage à tabac des cadres. Les protestations contre les impôts et tarifs ont lieu principalement, mais non exclusivement, dans les principales provinces agricoles comme Hunan, Jiangxi, Henan, Anhui, Shanxi et Shaanxi. (...) Dans les zones dépendantes de l'agriculture où il y avait peu de ressources, ou même aucune, les fonctionnaires se sont souvent retrouvés dépendants de prélèvements, de tarifs, d'amendes, d'appropriations et d'impôts informels, afin de financer des biens publics, que ni le centre ni les provinces ne finançaient de manière adéquate. Le manque de prévisibilité et l'absence de comptes rendus, alliés à l'imposition

brutale et parfois ruineuse de ces prélèvements, a provoqué une résistance généralisée.

A l'automne, à l'hiver et au début du printemps de 1996-1997, l'affrontement a explosé dans neuf provinces des 36 comtés, sous forme de défilés, de manifestations, ou bien de pétitions, rassemblant 380.000 participants. Deux cent trente parmi eux ont été considérés comme des cas de 'troubles, rites ou rébellion'. Entre la mi-mai et la mi-juin de 1997, et de nouveau entre fin juillet et début août, une autre importante vague de troubles s'est produite dans quatre provinces, avec un total d'environ un demi-million de participants. (...)

En 1999, plusieurs sources évoquent 53.000 conflits ruraux avec une participation de plus de cinq millions de participants. En 2000, ont eu lieu d'importants troubles en Jiangxi, et de nouveau en avril 2001. A la fin de l'automne 2002, plus de 80.000 paysans dans quinze villages de la préfecture d'Yulin, Shaanxi, ont protesté contre 'des impôts exorbitants, des réquisitions dures et contre l'exploitation'. (...)

Les dirigeants des protestations collectives proviennent de trois groupes : des villageois respectés qui ne sont pas des fonctionnaires, et dans une moindre mesure, des cadres paysans et des membres du parti, ainsi que, peut-être de façon croissante, des fonctionnaires élus dans les villages ».

Le rapport ajoute que :

« Dans certains cas, l'arrestation de dirigeants paysans a entraîné des mobilisations pour les sauver. Dans le comté d'Yizhang, Hynan, quelque 2.000 paysans se sont réunis dans le village après une arrestation. Ils ont entouré 100 agents de la sécurité publique et ont détruit le centre civique, y compris les maisons des cadres. Dans un incident dans le comté H, de Hunan, des leaders ont convoqué une grande réunion de 'lutte' contre six des chefs, qui ont été attachés et ont été exhibés sur une scène. Le fils de l'un de ces chefs a attaqué la scène pour délivrer son père, ce qui a mené à un affrontement en règle, durant lequel dix cadres du comté et du village ont été frappés, deux véhicules ont été incendiés et un groupe recruté pour défendre les autorités a été écrasé. Des femmes aussi ont pris part à l'action. »

Dans une tentative pour calmer la résistance aux impôts et autres encaissements forcés, au printemps 2000 le gouvernement central a éliminé plus de 40 catégories d'impôts dans certaines provinces.

Evacuation forcée de terres

Un autre facteur de conflits est que les autorités s'approprient continuellement les terres des paysans pour développer des travaux d'infrastructure ou des logements pour les riches.

« La résistance à la confiscation de terres - dit le *Washington Post* du 7 octobre 2004 - dans les 34 provinces continentales a provoqué parfois des violences, et a évoqué le fantôme des soulèvements ruraux populaires qui poursuivent les dirigeants chinois depuis toujours. Des paysans délogés de leurs terres dans une île de la Rivière des perles se sont affrontés maintes fois avec la police de Guangzhou ces derniers mois. Les paysans se sont aussi mobilisés pour protester dans les rues des villes. Des centaines de personnes ont ainsi aligné des bicyclettes et des 'rickshaws' (voitures pour le transport de personnes à traction humaine) afin de bloquer la circulation dans un faubourg de Pékin le 20 août, pour protester contre l'évacuation de leurs terres par une entreprise de construction étatique qui s'apprête à construire des maisons luxueuses pour les étrangers et les riches autochtones ».

Dossier

Des tranchées aux palais : les chemins de la « gauche »

Débat au Forum Social Mondial

Porto Alegre 2005



Dans un Forum marqué par la dépolitisation, préparé pour recevoir des figures comme Lula et Chavez, un des débats les plus importants de ces derniers temps a eu lieu concernant le processus de révolution mondiale. Un problème extrêmement grave que vit la lutte pour le socialisme aujourd'hui, dans le cadre du déluge opportuniste qui frappe l'immense majorité des forces de gauche dans le monde,

a été le sujet du débat organisé par la LIT-QI dans le Forum de Porto Alegre en janvier 2005.

D'importants fronts de gauche, formés pendant des processus longs et durs d'unification, comme le Front Farabundo Marti, au Salvador, et le Front Sandiniste, au Nicaragua, après avoir été les protagonistes de guerres qui ont fini par démonter les forces armées bourgeoises et renverser les dictatures militaires, sont passés du côté de la démocratie bourgeoise dans leurs pays, aujourd'hui à moitié détruits. Des groupes partisans avec une longue trajectoire de lutte et dont l'histoire a été écrite avec le sang de beaucoup de combattants, qui sont tombés en faisant face ouvertement à des dictatures militaires sanglantes, comme les Tupamaros en Uruguay, ont renoncé aux armes. Aujourd'hui, il ne reste de cette guérilla – une des

plus populaires du monde - que quelques brebis dociles entre les mains de la bourgeoisie, assis dans les fauteuils confortables du Parlement et aidant à administrer l'exploitation des travailleurs.

Pour examiner ce problème grave, la revue *Marxisme Vivant* a réuni à Porto Alegre pour un débat :

James Petras, sociologue américain, militant des mouvements sociaux du monde entier et spécialement de l'Amérique latine. Il est l'auteur de plusieurs oeuvres, dont *le Brésil, gouvernement Lula Année Zéro*, lancée dans le Forum.

Fidel Nieto, un des fondateurs du FMLN (Front Farabundo Marti de Libération Nationale du Salvador). Il est sociologue et fondateur de la TR (Tendance Révolutionnaire), une scission du FMLN.

Jorge Zabalza, Uruguayen, militant et membre de la direction du Mouvement National de Libération Tupamaros entre 1960-1972.

Valério Arcary, membre de la direction du PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié), du Brésil, et militant de la LIT-QI.

A la fin de l'article (p 52), on trouvera deux brèves notes :
sur le FMLN (Le Salvador) et sur les Tupamaros (Uruguay).

JAMES PETRAS

Je veux commencer par l'examen de quelques concepts de base que nous utilisons. Pourquoi parlons-nous de *démocratie bourgeoise* et non de *démocratie* tout court ? Parce qu'il n'y a pas dans le monde une démocratie sans classe. Le système politique électoral est conditionné par l'existence d'un pouvoir économique qui délimite et élabore les paramètres dans lesquels ce système électoral peut fonctionner. C'est ce conditionnement pour le fonctionnement du système électoral qui donne la définition de *démocratie bourgeoise*. Pourquoi ? Si, à un certain moment, ce système électoral dépasse les limites du système institutionnel bourgeois, les pouvoirs bourgeois interviendraient dans le processus électoral pour renverser le gouvernement et installer une dictature. Et cette dictature reformulerait les règles politiques avant de convoquer à nouveau des élections. Il y a des limites politiques pour que le système électoral, que les bourgeois appellent *démocratie*, puisse fonctionner. Pour nous, il y a une grande différence entre l'Etat bourgeois et le régime électoral. L'Etat bourgeois existe dans le système institutionnel légal, l'Armée, la Banque Centrale, dans l'ensemble des institutions de classe qui fonctionnent avant, pendant et après les élections, ce que nous appelons les *institutions permanentes* du système politique. Les gouvernements sont toujours subordonnés à l'Etat. Et quand, en de rares occasions, il y a une grande

crise institutionnelle entre l'Etat bourgeois et le régime populiste (ou socialiste-démocratique) lorsqu'une certaine force antibourgeoise monte au pouvoir, il y a un conflit très instable. Et normalement, dans un conflit entre l'Etat bourgeois et le régime populaire, l'Etat bourgeois met en échec le régime populaire. Un régime peut mettre en échec un Etat uniquement s'il a construit une force indépendante dans le processus de lutte. Les théoriciens bourgeois ne reconnaissent pas la différence entre Etat et régime. Ils parlent toujours de *l'Etat démocratique*. L'Etat n'est pas démocratique, il est autoritaire, vertical et permanent, il n'est jamais élu. Il existe et a ses origines dans des faits historiques.

Comment envisageons-nous le système électoral ?

Il est important de le comprendre, pour examiner la politique contemporaine des vingt dernières années. D'abord, quand on parle de *la transition des militaires à la démocratie*, c'est une hypothèse, ce n'est pas une réalité. Nous savons que ce n'est pas un gouvernement militaire, mais cela ne veut pas dire qu'il est nécessairement *démocratique*. Il y a des gouvernements autoritaires militaires et civils. Ce que nous avons vu en Amérique latine, c'est la transition de gouvernements autoritaires militaires à des gouvernements autoritaires civils. Mais quelqu'un dira : « Petras, vous oubliez que nous avons maintenant les élections, les partis, le droit de parler... » Quel rapport y a-t-il entre les élections et la pratique politique des gouvernements élus? Aucun. Tous les candidats dénoncent le néo-libéralisme, pour l'approfondir quand ils arrivent au gouvernement. C'est pourquoi les campagnes électorales ne sont pas une initiative démocratique. Ce sont des tromperies conscientes et systématiques. Deuxièmement, qui prend les décisions dans les gouvernements élus, les décisions qui affectent les recettes, le budget ? Des fonctionnaires qui ne sont pas élus. Par exemple, qui a élu le président de la Banque Centrale du Brésil, Monsieur Meirelles ? Il vient de la Banque de Boston, auteur d'une grande escroquerie en Argentine. Il n'a jamais gagné une élection, ni dans le passé ni dans le présent, et il ne le fera pas dans le futur. Furlan a-t-il jamais gagné une élection ? Et il décide de toute la politique de commerce. Qui a élu Rodriguez (ami de Monsanto) ? Et Palocci ? C'est pourtant lui qui décide de la politique salariale et de tout ce qui affecte la vie économique. Aucun fonctionnaire n'a été élu. Aucune décision n'est prise en fonction des élections. Lula ne s'est pas présenté en disant : « nous allons livrer nos terres à Monsanto », il n'a pas dit : « je vais sacrifier le salaire minimum dans l'intérêt de Citibank », il n'a pas dit « nous allons livrer Petrobras à Shell et à Exxon ». Et cela indique que le processus de décision n'est pas démocratique, qu'il se fait par le biais de personnages qui occupent les postes « permanents » de l'Etat. Si nous y

regardons de près, la conception macro-économique et macro-sociale est faite et planifiée par les fonctionnaires qui ne sont même pas nationaux et qui ne sont pas élus. Nous parlons du Fonds Monétaire, de la Banque Mondiale, de Citibank, Wall Street, Londres... Tous ont une grande influence dans l'élaboration de la politique néo-libérale. Si la macroéconomie est le résultat des décisions d'élites étrangères non élues, comment pouvons-nous parler de *démocratie* ? Comment pouvons-nous le faire, si le contenu et la structure des décisions ne sont pas du tout démocratiques. Cela explique le paradoxe suivant : durant les 20 dernières années, nous avons eu davantage d'élections que jamais dans l'histoire de l'Amérique latine (comme disent le président Bush et d'autres) et en même temps, il n'y a jamais eu autant de mesures répressives, de mesures anti-populaires. Comment explique-t-on que, s'il y a tant de démocratie, le processus social soit de plus en plus régressif ? Ce paradoxe n'en est pas un, parce que le système qui prend les mesures en faveur des grands monopoles n'est pas démocratique. On ne consulte jamais sur les grandes décisions : sur le salaire minimal et la retraite, sur la cession de grands territoires en Amazonie ou les grandes plantations de soja. Voici où je veux en venir : les élections qui ont eu lieu ont eu en réalité un impact négatif, alors que les peuples qui croyaient dans cette *démocratie*, commencent à dire « nous ne voulons pas la démocratie ». Ils sont en train de dire : « nous ne voulons pas un système électoral autoritaire civil ». Dans ce contexte, quelle est la politique de l'impérialisme ? Il est très flexible dans la politique et très rigide dans les principes économiques. Pour l'impérialisme, il est sans importance qu'un président ait été partisan, ouvrier métallo, nationaliste ou même marxiste, dans le passé. Ce qui l'intéresse, c'est la position qu'il a aujourd'hui. Quelle est sa référence politique : ses anciens compagnons dans l'usine ou dans la montagne, ou son accord avec les multinationales et le FMI ? Les Etats-Unis sont capables de soutenir un ancien socialiste au Chili ou un ancien syndicaliste au Brésil (je dis ancien parce qu'il y a longtemps que Lula ne travaille plus dans une usine ; il n'a pas les mains d'un travailleur métallo mais celles d'un pianiste). Les Etats-Unis n'ont aucun problème de l'accepter, parce qu'il travaille maintenant pour les patrons. Et ils peuvent accepter un parti social-démocrate, social-chrétien, péroniste, peu importent les noms. Ce qui importe, c'est la pratique actuelle, s'ils sont d'accord avec les ajustements structurels, avec les privatisations, avec la ZLEA (lourd ou light). Voilà ce qui intéresse l'impérialisme. Et qu'avons-nous maintenant ? Après vingt ans, nous avons vu une série de gouvernements élus qui ont approfondi les mesures et l'agenda du grand capital. Aucun gouvernement élu n'a pris une seule mesure progressiste en santé, éducation, salaire ou conditions de travail. Pas un seul gouvernement réformiste (réformiste dans le sens qu'il ne va pas changer le capitalisme mais

qu'il va quand même augmenter les salaires et les dépenses de santé) ne va imposer davantage les capitalistes, financer une réforme agraire, favoriser l'industrie. Au contraire, les gouvernements élus ont fait l'inverse : ils réduisent les salaires, bradent les terres au capital étranger, retournent aux lois de travail des années 30 et 40. Ils sont les auteurs « du grand saut en arrière ».

Un saut en arrière au-delà des temps de Vargas

La stabilité du travail, la protection du travail, tout cela était acquis aux temps de Vargas. Je ne suis pas un fan de Vargas, mais il faut dire que le gouvernement actuel représente un saut en arrière par rapport à son époque. Nous vivons une autre fois les années de 1890, les années des agro-exportateurs de café. Maintenant c'est le soja. Mais il y a des différences : nous sommes en train de vendre le fer, nous cédon le pétrole. Cela se répète. Lula est un microcosme de tous les gouvernements élus de l'Amérique latine. En Equateur c'est pareil : Gutierrez cède du pétrole et des bases militaires, nuit aux indigènes. Que se passe-t-il avec le centre-gauche ? Pourquoi agit-il comme la *droite dure* ? Même le PFL attaque Lula à partir d'une position de gauche ! En critiquant le niveau du salaire minimum, qui n'augmente que de 10 R\$. Et Lula dit « je me suis engagé avec l'ajustement, j'ai besoin de livrer 40.000 millions de dollars aux banques étrangères ». Il faut être responsable, oublier les pauvres. Mieux vaut pleurer pour les pauvres. Mieux vaut se mettre le chapeau du MST. Que se passe-t-il avec le centre-gauche ? Ces courants avaient une viabilité dans le passé, dans les années 40 et 50 : ils pouvaient augmenter le salaire, permettre un niveau de syndicalisation, effectuer quelques dépenses sociales. Et ils avaient une alliance avec une bourgeoisie nationale qui produisait pour le marché interne et dépendait de contrats et de subventions de l'Etat, une raison pour laquelle ils le protégeaient. A l'intérieur de cette alliance populaire bourgeoise, on pouvait envisager, au meilleur moment, une politique de bien-être social. Mais cette bourgeoisie n'existe déjà plus. La bourgeoisie s'est tournée vers les circuits internationaux : elle vend au marché externe, elle se mêle dans les circuits financiers, elle demande des prêts de la Banque Mondiale. Maintenant l'ouvrier n'est plus *consommateur*, il est *coût de production* pour le marché externe. Il est coût et non consommation. Et il faut baisser les coûts du travail pour vendre mieux sur le marché externe. Alors, un gouvernement de centre-gauche, nécessairement impliqué avec la nouvelle bourgeoisie, doit suivre le chemin que celle-ci lui dicte : baisser les *coûts sociaux*, baisser le budget, baisser le salaire minimum, produire une armée de chômeurs pour baisser la pression du travail. Allier maintenant les ouvriers avec les bourgeois, c'est subordonner le prolétariat au projet bourgeois néolibéral. Parce qu'aujourd'hui la bourgeoisie, avec tout son pouvoir, est néo-

libérale : dans la pratique, dans la théorie et dans son insertion dans la politique. Il y en a qui disent : bien, un gouvernement populaire peut être changé, avec la pression populaire, vers des politiques progressistes. Mais dès que l'un ou l'autre gouvernement prend une certaine mesure progressiste, comme augmenter des impôts au grand capital, celui-ci commence la fuite d'investissements et mène à une crise financière. Alors, pour faire des réformes (je suis pour les réformes qui donnent du bien-être social), objectivement, il faut se préparer à faire face au capital qui ne veut pas collaborer avec ces réformes. Quand la bourgeoisie ne veut pas partager la richesse, il y a deux possibilités. Une possibilité est d'éliminer la bourgeoisie comme façon de contrôler les investissements, le commerce et la production. L'autre alternative est de capituler et de dire au peuple : « nous voulons des changements mais les autres ne nous les permettent pas » (c'est toujours « les autres »!). Alors, derrière cette seconde alternative de capitulation, il y a le fait actuel de Lula, Kirchner, Mesa et tous les autres. Automatiquement, ils adoptent la politique néo-libérale, indépendamment de leurs origines et de ce qu'ils ont au cœur. Qui sait ce qu'ils ont au cœur : c'est un territoire sombre ! Mais ce qui nous intéresse n'est pas cela, c'est la pratique. Face à ce panorama, nous ne sommes pas extrémistes, nous ne sommes pas idéalistes, nous sommes réalistes et pratiques. Quand nous voyons des gouvernements élus qui cèdent la décision à des pouvoirs non élus, nous appelons ce gouvernement « démocratie bourgeoise élitiste ». Quand nous voyons des gouvernements de centre-gauche qui font de la politique pour le capitalisme, nous savons qu'il n'y a pas une bourgeoisie nationale disposée à faire des réformes. La conclusion pratique et réaliste, dérivée de ces faits, est que le seul chemin est la lutte extra parlementaire, basée sur les luttes, sur les décisions des « parlements de la rue » vers un projet anticapitaliste et socialiste pour effectuer les réformes. Être *réformiste* implique aujourd'hui, nécessairement, une politique révolutionnaire.

FIDEL NIETO

Je vais essayer, dans ma présentation, d'expliquer et d'analyser comment il a été possible qu'un des mouvements révolutionnaires les plus importants de l'Amérique latine, dans les dernières décennies du siècle passé, soit maintenant un parti du système, partie intégrale de la démocratie bourgeoise électorale qui existe dans mon pays, le Salvador. La guerre révolutionnaire au Salvador a été considérée, a été interprétée par beaucoup d'analystes de gauche, et même de droite, comme une des guerres civiles les plus longues, les plus violentes et les plus sanglantes parmi celles qui se sont succédées dans l'histoire latino-américaine.

Il est important de dire que le Salvador est un petit pays d'à peine 20.000 km carrés. Il n'y a pas de forêt vierge, ni même de grandes montagnes. Il est en outre très peuplé : il y a six millions et demi de personnes vivant dans ce petit territoire ; toutefois, un mouvement politico-militaire révolutionnaire a mené une guerre qui a duré 12 années, dans des conditions géographiques et démographiques extrêmement défavorables. L'armée bourgeoise, que ce mouvement révolutionnaire combattait les armes à la main, disposait d'environ 60.000 soldats et s'appuyait sur une force paramilitaire (ce qu'on appelait les défenses civiles et les patrouilles cantonales) qu'on a évalué à 120.000 membres. L'armée gouvernementale disposait, au long de toutes ces années, du soutien politique de la plus grande puissance impérialiste. Seulement durant les dernières cinq années, les Etats-Unis ont investi 3000 millions de dollars en soutien militaire à l'armée. Tout cela c'est traduit par une quantité imposante de morts : 80.000 personnes ont trouvé la mort dans ce conflit et 13.000 autres sont encore portées disparues, spécialement des révolutionnaires, dont le destin est encore un mystère pour leurs familles.

Quand la guerre a pris fin, on a créé un organisme de l'ONU (on l'a appelé Commission de la Vérité) qui a fait une étude établissant que plus de 95% des morts et disparus peuvent être attribués aux Escadrons de la Mort, aux corps de sécurité et à l'armée gouvernementale. Pour ceux qui continuent à penser à la révolution comme une nécessité urgente pour la construction d'un nouveau monde possible, il est sans doute important de savoir comment une gauche révolutionnaire - qui est arrivée à la fin de la guerre à avoir des missiles pour le combat des moyens aériens, qui a mis l'armée sur le point de l'effondrement, à plusieurs occasions, après 12 années de guerre ouverte et directe, et après 22 années de lutte armée - s'est transformée maintenant en un parti politique qui orne la démocratie électorale bourgeoise de notre pays. Au moins quatre facteurs ont été à la base de ce processus.

Premièrement, les changements dans l'environnement international à la fin de la décennie 80, la chute du Mur de Berlin en 1989, la défaite de ce qu'on appelle ici les états ouvriers, et surtout la défaite électorale qui a mis le Front Sandiniste hors du gouvernement, ont eu un grand impact au sommet de la révolution salvadorienne. Comment ont été interprétés ces phénomènes dans la direction du FMLN d'alors ? Une partie a considéré ces événements (et les événements de la place de Tienanmen, en Chine) comme « la fin du socialisme » ; ils arrivaient même à penser qu'il s'agissait de « la fin le du marxisme ».

Il faut dire toutefois qu'en 1989, l'année de la chute du Mur, le FMLN a lancé son offensive politique et militaire la plus forte et la plus étendue, qui a mis le gouvernement au bord de l'effondrement, en contrôlant de vastes secteurs de la périphérie de la capitale. Dans cette offensive, les forces révolutionnaires

partisanes sont arrivées à quelques mètres de la maison présidentielle et près des installations de l'Etat-major de l'armée salvadorienne. Toutefois, l'idée qu'une cette grande manœuvre militaire allait produire le soulèvement insurrectionnel des masses n'a pas été correcte. Et après deux semaines de combat dans la capitale, il a fallu se replier de nouveau sur les régions rurales.

Deuxièmement, la fin négociée de la guerre a eu lieu au moment même, précisément, de ces événements de l'environnement international. Et bien qu'il soit vrai que l'idée était de définir militairement la situation dans cette offensive, on pensait aussi qu'il fallait organiser et promouvoir de nouvelles offensives, si la première ne s'avérait pas suffisante pour la conclure victorieusement. Toutefois, le quartier général de certaines organisations (il faut prendre en considération que le FMLN était composé de cinq organisations politico-militaires) n'était déjà plus disposé à les propulser, en mettant l'accent sur le fait qu'elles avaient été conçues comme le pari minimal, à savoir, d'obtenir que cette grande offensive militaire soit traduite au moins dans une sortie négociée du conflit. De cette façon on est arrivé en janvier 1992 à la signature des Accords de Paix de Chapultepec, qui ont marqué la fin négociée de la guerre civile, mais pas celle des causes structurelles qui l'ont produite.

Il est important de mentionner les différentes interprétations qu'il y a eu dans le FMLN sur ces accords. Une partie de la direction (au moins deux des membres du commandement général) a été de l'idée que les accords de paix avaient signifié la victoire de la révolution. D'autres pensaient que les accords de paix étaient une victoire révolutionnaire mais non la victoire de la révolution, puisque le problème du pouvoir n'avait pas changé, que celui-ci restait toujours entre les mains de la droite. Finalement, pour beaucoup de cadres moyens du FMLN et pour la plupart des combattants, les accords de paix signifiaient la défaite du mouvement révolutionnaire. Evidemment que les combattants et les cadres moyens n'ont pas été consultés sur la nature de ces accords.

Immédiatement après ces accords, sont venu ce qu'on a appelé « des programmes de réinsertion des anciens combattants à la vie civile », lesquels comprenaient les modalités à partir desquelles, hypothétiquement, les gens qui avaient combattu pendant douze années allaient refaire leur vie comme des civils. Il y a eu pour les combattants un partage de terres, des prêts pour qu'ils établissent des micro-entreprises, et pour les officiers de la guérilla il y avait, en outre, des crédits plus hauts ainsi qu'une préparation pour qu'ils se transforment en chefs d'entreprise « à succès ».

Troisièmement, il y a eu l'impact des programmes de réinsertion dans la vie et dans la pensée des anciens combattants et des cadres. Il est important

d'indiquer que beaucoup d'anciens combattants, auxquels on a assigné des terres, n'ont pas eu de soutien technique ni de capital pour enseigner, et ils ont rapidement commencé à se défaire de ces terres. Mais pour certains des dirigeants, outre le soutien économique, il y a eu un autre aspect qui a été fondamental : des séminaires, des ateliers et des cours dirigés depuis Harvard et ses centres régionaux avec une analyse néo-libérale. Les dirigeants de rang supérieur ont même été aux Etats-Unis pour recevoir une formation économique, politique et sociale. D'autres ont été à l'INCAE à Costa Rica ou au Nicaragua, pour « savoir » ce qui se passait dans le monde après la guerre. Tout cela à un moment où dans diverses parties du monde on voyait la défaite énorme des travailleurs, la chute des gouvernements de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire, ce qui a été la victoire la plus importante de l'impérialisme sur les forces révolutionnaires dans tout le siècle passé. Avec ces 'enseignements', beaucoup de dirigeants du FMLN ont été dépouillés du langage et des concepts révolutionnaires, des termes marxistes, et tout à coup, être appelé « révolutionnaire » paraissait « désuet », quelque chose comme « être resté dans le passé ». Presque tout le monde a cessé de parler de lutte de classes et a commencé à parler de *consensus*, de *concertation*; on a cessé de parler de classes sociales et on a parlé de *société civile*. De cette manière on a perdu les concepts, l'expression d'un certain cadre de référence pour analyser et comprendre la réalité, c'est-à-dire, l'idéologie révolutionnaire a été lavée de la tête de beaucoup de dirigeants du FMLN.

Quatrièmement, il y a eu le démontage de ce qu'ont été les cinq organisations partisans et la conversion du Front en parti électoral, comme une partie des accords de paix. Ce pas a signifié la conversion de ce mouvement partisan fort, révolutionnaire et socialiste, en un parti du système politique institutionnel du pays. Dès lors, le débat ouvert dans la direction du Front n'a pas été relatif à comment promouvoir le processus de changements dans le pays, pour donner suite à la lutte pour les transformations sociales en suspens, mais pour le partage d'espaces de participation dans les candidatures à des postes institutionnels, de députés, de maires et de conseillers municipaux, en inaugurant ainsi une période de luttes internes pour le contrôle de l'appareil partisan comme la garantie nécessaire pour l'obtention de certaines quotes-parts dans les espaces de gouvernement, transformant ainsi les principaux chefs de dirigeants révolutionnaires en fonctionnaires de l'état bourgeois.

Cinquièmement, il y a eu la perte de l'identité de classe de la direction et de beaucoup de militants du FMLN. Nous faisons référence au fait que pendant la guerre a eu lieu un déplacement des espoirs de beaucoup de dirigeants, survenu à partir des changements dans les conditions objectives et subjectives dans la vie de certains d'entre eux. Cela consiste, par exemple, dans le fait que

quelques camarades qui sont nés au sein de familles appauvries, et sont arrivés à des niveaux de direction suite à leur effort et sacrifice dans la lutte révolutionnaire, ont changé leurs motivations et aspirations personnelles. Leur horizon n'était déjà plus de retourner à la campagne à travailler la terre, ou à l'usine, et de continuer à faire partie de cette classe sociale dans laquelle ils sont nés, mais de devenir délégués ou chefs d'entreprise. Il se produisait en eux une transformation de classe à partir de « la mobilité sociale ascendante » obtenue à travers les postes publiques, et cela a apporté comme une conséquence additionnelle, l'accélération et l'approfondissement de l'éloignement entre les dirigeants transformés en fonctionnaires de l'état bourgeois, et les bases, ces bases qui sont restées plongées dans une situation de pauvreté.

Aujourd'hui, et pour terminer, cela vaut la peine de se référer à ce qu'est maintenant le parti FMLN, à ce qui reste de ce FMLN révolutionnaire qui, avec tant d'héroïsme et d'intelligence, a défié le pouvoir de l'empire en Amérique Centrale pendant douze années. D'abord, le Front est le parti le plus important de l'opposition dans le pays ; il gouverne beaucoup des 80 villes principales, y compris la capitale et les plus grandes concentrations urbaines du pays. Il constitue le groupe parlementaire le plus nombreux et il a enregistré une promotion électorale continue et permanente. Mais cette situation de succès électoral et d'obtention de plus d'espace dans les instances étatiques correspond, paradoxalement, à une autre question : dans la mesure où le FMLN obtient davantage de votes et de pouvoir institutionnel, il devient davantage gouvernement mais à la fois il est moins peuple.

L'année passée, le FMLN a même eu la possibilité de gagner la présidence de la République. Toutefois, il s'est trompé de chemin tout au long du processus électoral, en commençant par la manière avec laquelle a été posée la question de la sélection de la formule présidentielle, en passant par une politique erratique d'alliances, et ce qui est encore pire, en centrant une partie importante de son discours sur un grand effort pour susciter la confiance des secteurs patronaux et de la Maison Blanche, en présentant dans les axes de la campagne électorale, deux consignes très claires : d'abord, dire aux riches du pays : « ne vous en faites pas, si nous gagnons la présidence de la république, vos richesses vont être saines et sauvées », et deuxièmement, en essayant de se présenter au gouvernement des Etats-Unis comme un meilleur ami que le principal candidat de la droite.

Alors, pourquoi le Front continue-t-il à obtenir chaque fois plus de votes en dépit de son glissement vers le centre, c'est-à-dire vers la droite ? Le peuple va-t-il vers la droite ? Le fait est qu'il n'y a pas une autre option électorale plus à gauche et les gens sont de plus en plus fatigués des politiques néo-libérales qui

sont appliquées depuis plus de 15 ans, et ils profitent des processus électoraux pour *punir* le parti au gouvernement.

Finalement, et heureusement pour nous, le FMLN n'est pas la seule gauche qui existe dans le pays. Il y a un processus lent et contradictoire de construction d'une nouvelle gauche, non seulement politique mais aussi sociale. Les deux, dans la mesure où elles se fortifient, vont se transformer en nouveau sujet politique révolutionnaire que la nouvelle situation du pays réclame. Nous, la Tendance Révolutionnaire (TR), nous travaillons depuis plusieurs années pour accélérer ce processus, pour faire de la nouvelle gauche une majorité dans la société. Non pour que cette majorité soit traduite dans des votes pour un quelconque parti électoral, mais pour que cette majorité s'exprime dans la lutte de la rue. Et tandis que les bases et la direction du FMLN vont attendre encore cinq ans pour essayer à nouveau d'arriver au gouvernement par la voie électorale, cette nouvelle gauche propose de se débarrasser du gouvernement à partir de la lutte de la rue. Toutefois, la tâche n'est pas facile. Le fait que le Front soit devenu partie de l'Etat, a terni beaucoup l'image de ce que signifie être de gauche au Salvador. Mais nous sommes un peuple avec beaucoup de tradition de lutte. En 1932, ce peuple a essayé, pour la première fois, d'arriver au pouvoir par la voie armée. En 1944, nous avons évincé une des tyrannies les plus féroces qu'a eu l'Amérique Centrale du gouvernement, à travers une grève générale de bras croisés. Moins de 30 ans après, cette dictature militaire qui s'était remise de cette défaite, a commencé à avoir un nouveau défi, cette fois avec le peuple en armes. Comme révolutionnaires du Salvador, nous avons tout le droit d'avoir confiance en ce peuple héroïque et nous sommes convaincus que, dans peu de temps, la lutte dans notre pays se mettra à nouveau, tout comme chez d'autres peuples frères, à la tête de la lutte en Amérique latine.

JORGE ZABALZA

Camarades, quel manque de dignité ! Au Nicaragua, au Salvador, en Uruguay, les vieux partisans qui ont convoqué les gens à mourir, à prendre les armes, à souffrir la torture, à être disparus jusqu'à présent, vont aujourd'hui au bras de l'impérialisme, du grand capital et de la droite. Nous avons souffert deux défaites au Nicaragua, au Salvador et en Uruguay. La première a été militaire et politique. Et nous l'avons payé avec le sang, les années de prison, la souffrance de femmes et d'hommes. Mais la seconde est pire parce qu'elle est idéologique : c'est le renoncement total aux principes révolutionnaires. Et de cela on ne se relève pas. De la défaite politique et militaire, on s'est relevé et on est sortie des cachots pour combattre. De la défaite idéologique on ne sort pas. Ce que nous vivons maintenant au Brésil nous donne une anticipation de ce qui va se passer en Uruguay. Quand j'entends Lula, pour moi, c'est comme voir

notre prochain président « progressiste » dans deux ou trois ans, quand lui aussi ira peut-être à Davos pour « établir des ponts ». En Uruguay, les élections ont été gagnées avec un peu plus de la moitié des voix. Comme disait Petras, le pouvoir est très loin de nous. Mais le peuple a été protagoniste, a rempli les rues, a fait la plus grande mobilisation jamais vue dans l'histoire de l'Uruguay à la fin de la campagne électorale. Et le jour des élections, personne n'est resté à la maison. Voilà les espoirs, l'état d'esprit, la subjectivité qui domine aujourd'hui les travailleurs et le peuple uruguayen.

Une grande fête populaire, mais aussi une grande fête pour les bourgeois, parce qu'ils placent aussi de grands espoirs dans le gouvernement progressiste. En Uruguay, les capitaux ne se sont pas enfuis, la Bourse de Valeurs a continué à fonctionner tranquillement, le dollar n'a pas bougé, le « risque-pays » est tombé... Le Fonds Monétaire, la Banque Mondiale et le BID ont visité l'Uruguay et se considèrent partenaires du nouveau gouvernement de Tabaré Vázquez. Il y a six ou sept mois, quand le Brésil a envoyé des troupes à Haïti, le groupe parlementaire du Frente Amplio a voté contre l'envoi de troupes uruguayennes, en faisant valoir qu'il s'agissait d'une base impérialiste pour attaquer le Venezuela, la Colombie et Cuba. Mais il y a 15 jours, comme ces parlementaires sont passés de l'autre côté et font maintenant partie du gouvernement, tout le Frente Amplio a voté l'envoi de troupes à Haïti. Tout simplement parce qu'il faut maintenant envoyer de bons signaux à l'empire et à l'Armée. Je ne veux pas répéter ce qui a été déjà dit de ce qui arrive avec le gouvernement de Lula et avec le PT.

Quels moments historiques nous vivons en Uruguay !

Comme disait le camarade Fidel Nieto, la chute de l'URSS, la catastrophe du Parti Communiste de l'URSS et, avec eux la chute de la pire des religions, la plus dogmatique de toutes, qu'a été le stalinisme, a laissé un grand secteur du militantisme de la gauche révolutionnaire sans référence, aveugle et sourd, méfiant envers tout ce qui pourrait être une proposition révolutionnaire. Cette catastrophe des vieux révolutionnaires transformés en défenseurs de la démocratie bourgeoise a créé un climat de confusion sur le plan de la théorie, où personne n'a de sécurités ni de certitudes. Aujourd'hui tout vaut. Comme si c'était peu, les principaux instruments politiques et sociaux construits par le peuple uruguayen pendant 100 années de lutte, la Centrale Unique des Travailleurs et le Frente Amplio, sont aujourd'hui des instruments de la politique économique libérale et la réassurance de la démocratie bourgeoise. Le militantisme qui se considère réformiste et qui considère qu'être réformiste, aujourd'hui, c'est la révolution possible, voit que la politique économique que le Frente Amplio va promouvoir est libérale. Il se définit comme libéral et

proclame la croissance économique basée sur l'investissement privé et sur sa rentabilité, sur le paiement de la dette externe. Il y a maintenant un vide énorme au niveau de la théorie. Un vieux partisan, Raúl Sendic, disait « qu'il n'y a pas meilleure théorie que celle des révolutions faites ». Aujourd'hui, nous pouvons dire que la meilleure théorie va être celle des révolutions manquées. Tous ces échecs et ces défaites nous laissent un terrain ouvert pour faire une proposition théorique qui convoque tous les militants sociaux qui vont être déçus par le « gouvernement progressiste ». Nous travaillons à la formation d'un mouvement social hautement idéologisé, qui fait des pas fermes, lents mais sûrs, de lutte dans les rues pour que de cela naisse l'organisation politique du mouvement ouvrier, et le pouvoir des travailleurs, indépendant de toute pollution de l'idéologie sociale-démocrate bourgeoise. L'émancipation de la classe ouvrière doit être oeuvre des travailleurs eux-mêmes, disait Marx. Et si on a échoué dans tant de défaites souffertes dans le monde, c'est parce que le prolétariat n'a obtenu dans aucune de ces expériences un degré de développement politique qui le transforme en sujet indépendant capable de décider par lui-même, sans que personne ne le remplace.

Nous croyons qu'il n'y a pas eu seulement de défaites militaires. Il y a aussi eu des défaites dans la conception de la relation du parti avec le mouvement de masses et, dans le parti, entre la direction et la base. En Uruguay (je parle de mon expérience concrète), si au cours de la lutte de classes, le mouvement ouvrier n'est pas capable de se proposer à lui-même un programme qui naît de ses propres besoins, le programme de l'organisation politique ne sera pas la synthèse de l'expérience du mouvement ouvrier et sa lutte. Le peuple n'est pas un grand stratège. Aujourd'hui, avec ses espoirs électoraux, et se laissant manipuler par la social-démocratie, il nous met un plafond, il limite l'action du mouvement révolutionnaire. Comment l'organisation politique s'y prendra-t-elle pour que ce mouvement ouvrier soit celui qui se soulève, conduise et dirige la révolution ? Ces aspects que nous sommes en train d'examiner sont essentiels parce que, quand nous combattons, nous proposons de s'organiser. La façon dont nous allons organiser le pouvoir de décider entre nous, sera la même selon laquelle nous allons organiser dans le futur une société socialiste. Si nous ne sommes pas capables d'avoir des relations à l'intérieur du parti qui soient réellement démocratiques, où tous nous nous formons et nous avons les éléments pour décider, comment allons-nous demander une autre société socialiste, autogestionnaire, où les travailleurs sont ceux qui contrôlent les moyens de production et la politique ? C'est pourquoi, sur le plan des idées, nous voulons des militants avec des yeux bien critiques vers la société et vers la classe dominante, mais aussi vers nous-mêmes. Militants d'esprit insurrectionnel au niveau du pouvoir, et aussi au niveau interne pour faire

valoir nos propres sentiments, idées et principes. J'ose lancer ce qu'en Uruguay nous appelons un *esquemazo*, un plan d'ensemble : dans la discussion sur les formules d'organisation est né le parti bolchevique, et après cent années d'expériences dans la discussion de ces formules vont naître les nouveaux partis révolutionnaires en Uruguay.

VALERIO ARCARY

Ce n'est pas par hasard que l'histoire nous a réunis autour de cette table de débat aujourd'hui. L'expérience du FMLN, la dégénération de la majorité de sa direction, l'adaptation et l'intégration à la démocratie de la majeure partie de la direction des Tupamaros, a libéré des forces de gauche, des luttes internes qui ont résisté à l'intégration aux régimes démocratiques. Au Brésil, nous n'avons pas eu une guerre civile dramatique et héroïque comme celle du Salvador, et nous n'avons pas fait face à une expérience de guérilla urbaine aussi longue et aussi héroïque que celle de l'Uruguay. Mais la vérité est que la situation de la gauche révolutionnaire et socialiste du Brésil n'est pas bien meilleure. Quelque chose est arrivé dans les dernières 15 ou 20 années, qui a dévasté les rangs de la gauche révolutionnaire brésilienne. Ceux qui ont vécu l'expérience de la lutte contre la dictature se rappellent qu'il existait dans ce pays, aux débuts des années 80, au moins cinq organisations avec plus de mille militants chacune, qui, avec différentes interprétations du marxisme, revendiquaient la révolution socialiste. Je dis avec « au moins mille » parce qu'il y en a qui avaient plus de mille militants. Ces organisations, de différents sigles, n'existent plus. Mais leurs dirigeants, eux, existent : ce sont des députés, des sénateurs, des maires et mêmes des gouverneurs élus pour le PT. Nous n'avons pas eu les morts du Salvador, nous n'avons pas eu la tragédie des prisons de masse de l'Uruguay, mais une bonne partie de la gauche révolutionnaire brésilienne, sans les morts et sans la prison, est entrée joyeusement dans le régime démocratique, sans avoir la justification des morts ou de la guerre civile.

Cela exige une explication

Il est nécessaire d'examiner la signification de la *démocratie*, de la démocratie du capital, de la démocratie bourgeoise contemporaine. Pourquoi ce régime a-t-il cette force de gravité qui a détruit une génération complète d'organisations révolutionnaires ? Il doit y avoir une explication à ce processus. A partir de notre regard, depuis le Brésil, un pays de la périphérie du système, sans beaucoup de tradition marxiste, il y a au moins 100 ans que ces pressions terribles, imposées par les régimes démocratiques, ont des effets dévastateurs sur les organisations ouvrières en général et sur les mouvements et les partis révolutionnaires spécifiquement. Il y a cent ans, en Allemagne, la première expérience d'un parti ouvrier de masses (qui avait plusieurs ailes, non seulement un courant majoritaire), un parti dans lequel il y avait une lutte interne énorme, le parti d'Engels, a été intégrée au régime de la démocratie prussienne, en acceptant l'empereur, en renonçant même à arborer le drapeau de la République. Il était interdit dans le parti ouvrier allemand de soutenir la consigne « à bas l'empereur ». Rosa Luxemburg, quand elle a écrit pour le journal du parti un article en exigeant cette consigne, a été censuré et l'article n'a pas été publié. Ceci n'est pas un phénomène nouveau.

Les libertés démocratiques du régime démocratique bourgeois exercent, depuis au moins 100 ans, une force de pression terrible sur toutes les organisations révolutionnaires. Très rares sont les cas des organisations révolutionnaires qui sont parvenues à survivre à ces pressions. Aucune organisation, même pas la plus révolutionnaire du 20^{ème} siècle, le bolchevisme russe, n'a pu affronter la démocratie bourgeoise sans brisures, sans douleurs. Toutes les organisations révolutionnaires ont succombé, se sont divisées, ou des luttes politiques énormes sont apparues dans leur sein.

Le gouvernement Lula ou le gouvernement Kirchner ne nous surprennent pas

Au Brésil, nous avons commis beaucoup d'erreurs pendant les dernières 20 années. Mais il y en a une que nous n'avons pas commis : nous avons prévu que le gouvernement Lula capitulerait face au capital, céderait au Fonds Monétaire, maintiendrait de bonnes relations avec l'impérialisme et continuerait à payer la dette externe. En réalité, pendant une décennie, depuis 1992, étant hors du PT, intervenant dans les syndicats, dans la CUT, dans la UNE, nous avons de façon permanente appelé au front unique pour se battre. Notre espoir était de construire des blocs qui ouvriraient un chemin pour l'action des masses, ensemble avec la gauche du PT et de la CUT. Nos appels systématiques ont été : « rompez avec Articulación, unissez-vous à nous ! » Nous avons consacré douze années de notre vie à cela.

Mais ce qui nous a surpris c'est que, au moment où Lula est arrivé à la présidence, toute la gauche du PT est entrée au gouvernement. Et Lula a annoncé depuis le premier jour : « nous allons payer la dette ». D'aucuns ont rejoint le Ministère de la Réforme Agraire, d'autres le MEC, la Santé. A tous les échelons du gouvernement, il n'y a pas eu de postes offerts par Lula que la gauche du PT n'a pas accepté.

Nous avons été déçus, parce que nous espérions, au moins, qu'ils se divisent, qu'il aurait une convulsion. Nous avons attendu encore et encore. Mais bien moins de 10% de la gauche de la CUT et du PT ont rompu. Il est progressif qu'ils aient rompu. Même si aujourd'hui ils sont attachés au PSOL, cela ne change pas le fait qu'ils ont rompu avec le gouvernement et avec le PT. A peine 10% de ceux qui revendiquaient un programme révolutionnaire ont rompu. Neuf sur dix des militants de ces courants arborent joyeusement le T-shirt de 100% Lula. C'est une honte !

Une explication marxiste est nécessaire

Cela exige une explication calme, tranquille, objective et matérialiste, dans la mesure du possible marxiste. Si nous sommes capables d'intégrer notre expérience au Brésil avec le drame de l'Uruguay et la tragédie du Salvador, nous construirons une analyse conjointe de ce qui se passe avec le marxisme révolutionnaire. Quand je dis « marxisme révolutionnaire » je ne parle pas seulement de ceux qui revendiquent la trajectoire de la Quatrième Internationale. Nous ne sommes pas aveugles en nous ne pouvons pas ignorer qu'après 1968, est apparu une gauche à l'échelle mondiale qui a rompu avec le stalinisme et la social-démocratie et qui ne s'est pas approchée, dans sa majorité, à la Quatrième Internationale. Il y a eu d'autres expériences : certains ont été impressionnés par la révolution cubaine, d'autres par la révolution chinoise, beaucoup se sont revendiqués « nationalistes révolutionnaires ». Le fait est qu'aujourd'hui, il restent très peu de mouvements et organisations qui ont dans leur programme la stratégie de la révolution

socialiste. Ils ont des formulations obscures, étranges, un processus de ruptures qui « radicalisent la démocratie » avec la construction d'un contre-pouvoir. Beaucoup de formules mystérieuses, mais nul part n'est claire la question clef, si l'objectif est de prendre le pouvoir ou non. Parce que pour « radicaliser la démocratie », il n'est pas nécessaire de prendre le pouvoir et ceci permet beaucoup d'interprétations.

La vérité est que, dans le mouvement révolutionnaire, une bonne partie de la gauche marxiste, quand elle a renoncé à la lutte armée, que ce soit dans la forme tactique de « guerre populaire prolongée » ou dans la forme de « foquisme urbain », a embrassé une interprétation de la stratégie politique comme « stratégie électorale ». Cette « thèse électoraliste » n'est pas la même chose que la tactique de la participation aux processus électoraux.

Dans les années 1980, le PT soutenait les luttes

Dans la seconde moitié de cette décennie, pendant le gouvernement Sarney, même après la chute de la dictature, au moment de la lutte pour l'élection directe du Président et de l'élection de la Constituante de 1986, le PT soutenait les grèves, et même la grève générale. Il y avait des déclarations rhétoriques, bien sûr, mais les députés soutenaient les grèves. Mais cela n'est pas synonyme de stratégie révolutionnaire. Bien sûr, il y a des révolutionnaires qui n'ont pas l'instinct politique de base, c'est-à-dire, que leur action prioritaire doit être dans les luttes de masses (occupations de terres, grèves, mobilisations universitaires, marches), dans les actions directes du peuple. Toutefois, les réformistes prennent part aussi aux actions directes. Il est évident que pour eux, le plus important sont les élections, mais s'ils peuvent utiliser le terrain de l'action directe, si celle-ci est limitée à la forme d'une protestation qui ne menace pas les fondations et les fondements de la domination bourgeoise et leur sert à changer l'opinion publique du pays dans le sens d'un succès électoral, les réformistes s'y mettent.

Entre-temps, dans les années 1990, l'action du PT a déjà été différente. Durant ces années, avant d'arriver au pouvoir et pour garantir le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, le PT a saboté systématiquement toute possibilité d'unification des organisations de masses, même quand ils étaient encore dans le terrain limité d'une protestation ou des mobilisations partielles. Il sabotait, bloquait, étranglait, suspendait des assemblées. Il conduisait de façon permanente l'action des masses vers une seule issue politique : arriver à la présidence de la République au moyen du processus électoral, ou, s'il n'y arrive pas, élire la plus grande quantité possible de députés, de sénateurs, etc.

Cette conception politique, que le changement du rapport de forces peut seulement être atteint au moyen d'événements électoraux, a créé des racines profondes dans la conscience de millions de personnes, durant les dernières 15 années, au Brésil. A ce point en est-il ainsi, qu'un des critères fondamentaux qu'une bonne partie de l'activisme syndical utilise encore aujourd'hui pour décider son adhésion politique à une organisation, par exemple au PSTU, est s'il est « viable au niveau électoral » ou non. C'est un héritage de cette perte d'éducation politique, de cette confusion politique qui vient depuis les années 80.

Il n'est pas vrai que « l'accumulation de forces » est inséparable des processus électoraux. Les processus électoraux sont la conséquence du rapport social de forces, et non l'inverse. Bien avant d'avoir du succès électoral, Lula a gagné une influence de masses sur des millions de personnes à São Paulo, et dans une moindre mesure au Brésil, parce qu'il a été le chef des grandes grèves dans l'ABC, de 1977 à 1980. Cela lui a donné de

l'importance, une autorité, et ce capital initial est l'oxygène dont Lula vit jusqu'à aujourd'hui. Il utilise ce capital depuis 1980, bien qu'il ne soit pas inépuisable. Il n'y a pas de différence en cela avec d'autres phases dans notre pays ou dans d'autres. Au Brésil, avant Lula, le grand dirigeant qui représentait l'espoir de millions de brésiliens a été Luís Carlos Prestes, du Parti Communiste Brésilien. Dans toute sa vie, Prestes n'a participé qu'à une seule élection et il a été élu sénateur pour Rio de Janeiro. Mais il était déjà une figure de masses. Ce n'est pas vrai que les masses choisissent toujours leurs chefs entre les candidats électoraux. Les véritables dirigeants des secteurs organisés du peuple surgissent, comme toujours, des grandes luttes des masses et des épreuves de force qui sélectionnent les hommes et les femmes qui se trouvent à la tête de chacune des luttes.

Lula a gagné son prestige en dirigeant des grèves

Il en a été ainsi ailleurs dans le monde aussi. Sendic est devenu important, non parce qu'il a pris part aux élections, mais parce qu'il a dirigé, les armes à la main, la lutte contre la dictature militaire et qu'il a traversé ensuite, avec une dignité et une fierté imbattables un isolement de 11 années de prison. Ce ne sont pas les élections ni les programmes de télévision qui lui ont donné son autorité.

La stratégie électoraliste pense : « pauvres de nous, sans télévision la gauche est sans vie ; sans télévision il n'y a pas de politique révolutionnaire ». Quant à nous, nous ne pensons pas ainsi. Nous pensons, camarades, que la pression du régime démocratique bourgeois est brutale parce qu'elle permet une vie médiocre, une survie de routine, même pour les militants révolutionnaires les plus dévoués, autour de projets à court terme, comme conquérir un appareil syndical et, beaucoup plus fréquemment, utiliser la vie syndicale pour ensuite devenir parlementaire. Alors, cela fonctionne ainsi : la première grève, c'est l'école maternelle, la seconde, c'est l'école secondaire, la troisième, ce sont déjà les études supérieures et en route pour la direction de la CUT. Ensuite, en passant par la direction de la CUT, on reçoit le diplôme de licencié pour pouvoir être candidat au poste de conseiller municipal. On y fait la thèse et, si tout marche bien, on peut déjà postuler pour un doctorat de député régional. A partir de là, le ciel est la limite. A vrai dire, cette expérience historique vécue par le PT ne se limite pas à Articulación : cela a touché toute la gauche brésilienne, y compris nous-mêmes. Mais nous, on a survécu. A notre façon, à la brésilienne, en apprenant de nos erreurs, parce que nous sommes une gauche très empirique. Nous avons appris aussi parce que nous avons un legs qui est resté de la génération précédente, laissé par Nahuel Moreno, qui nous alertait de choses simples mais qui sont restées dans la mémoire des cadres de notre organisation. Ainsi, quand nous avons eu des députés, nous avons commencé à dépenser beaucoup plus d'argent que ce que nous pouvions dépenser pour construire le parti. Beaucoup de cadres insistaient : « nous ne pouvons pas continuer à vivre de l'argent du Parlement, il faut réduire les frais et les professionnels, fermer des sièges, dépenser moins, vivre de l'argent des contributions des militants ». Cela a mené à des crises, cela a été souvent pénible et a produit des hémorragies dans notre courant. Mais nous avons survécu : nous avons appris que nous ne pouvons pas vivre de l'argent des mandats parlementaires, que nous ne pouvons pas avoir plus de professionnels que ceux que le militantisme et le soutien du mouvement de masses peuvent soutenir, ce que nous récoltons du soutien sacrifié que le militantisme et les travailleurs donnent pour que le PSTU puisse exister au Brésil. Nous vivons de cet argent sans un centime de plus. La première leçon est donc, comment survivent les organisations

qui apprennent à être humbles et pauvres. Car les bolcheviques étaient humbles et pauvres et vivaient avec des salaires de misère. Et ils utilisaient fréquemment le peu d'argent qu'ils avaient pour acheter des livres, étudier des langues et se former.

Il faut avoir des relations étroites avec les travailleurs

Mais avoir des finances séparées de l'Etat n'est pas suffisant pour nous protéger de l'effet dévastateur qui, dans le monde entier, nous a laissés dans cette terrible solitude révolutionnaire. Nous avons besoin d'autres boucliers, d'autres antidotes, d'autres remèdes. D'abord, nous avons besoin d'avoir des relations étroites avec les travailleurs. Nous devons essayer de trouver un chemin vers les masses, de nous unir aux luttes des travailleurs. Et cela ne se fait pas en cherchant, à tout prix, le succès électoral. C'est pourquoi nous avons des différences avec les camarades du PSOL. Parce qu'ils sous-estiment la tragédie de toute une génération qui a été détruite par l'électoralisme. Celui qui sous-estime cette tragédie historique, cinquante mille militants qui sont passés à l'autre côté, prépare sa tombe politique, marche avec les yeux fermés. Pour nous défendre de la pression du régime démocratique bourgeois, nous devons être lucides et vigilants. Nous devons nous rapprocher des masses, des secteurs qui combattent, non dans le but d'occuper des positions pour notre succès électoral futur, mais dans le but de soutenir les luttes et d'en disputer la direction, pour les mener à la victoire. Et si cela signifie la rupture avec les limites de la légalité bourgeoise, peu importe, nous devons accomplir les actions qui sont nécessaires. Cela signifie savoir qu'il y aura des représailles. Que l'Etat bourgeois, comme nous l'a montré Petras, existe comme un appareil dur, dont la fonction est de préserver l'ordre et la propriété privée, qui n'hésitera pas à appliquer la violence implacable sur ceux qui menacent sa domination.

Être préparé pour les représailles signifie qu'on ne peut pas construire une organisation révolutionnaire comme on construit une *escola de samba* avec beaucoup d'ailes. Un parti révolutionnaire a besoin de beaucoup de discipline. C'est comme une ville assiégée, une forteresse encerclée d'ennemis par tous les côtés, qui est toujours préparée pour se défendre. C'est pourquoi ses frontières sont bien claires : n'entre dans la ville que celui qui mérite la confiance, parce qu'une ville sans murs ne peut pas se défendre, est toujours vulnérable à la pression des ennemis de classe. La bourgeoisie et le capital sont tellement puissants que la leçon fondamentale des dernières 100 années est qu'ils placent leurs agents et construisent des appareils contre-révolutionnaires au sein du mouvement de masses, et nous devons les mettre en échec. La caste bureaucratique du PT qui est au pouvoir, est responsable de la tragédie sociale du gouvernement Lula.

Plus que jamais, nous avons besoin d'une gauche révolutionnaire instruite, cultivée, déterminée à apprendre des expériences des autres, comme l'expérience du Salvador et l'expérience des Tupamaros en Uruguay. Savoir pourquoi beaucoup de révolutionnaires sont devenus des sociaux-démocrates, comprendre l'histoire des révolutions du 20^{ème} siècle, les expériences révolutionnaires. C'est pourquoi, notre troisième bouclier est le marxisme. Et le quatrième est l'internationalisme : si nous ne sommes pas internationalistes, si nous pensons que le Brésil est le nombril du monde, nous sommes condamnés à l'échec. Finalement, je veux rappeler quelque chose qu'a dit Leon Trotsky : « La leçon fondamentale de l'histoire se réduit à trois fondements. D'abord: ne se fier qu'à la force des travailleurs pour transformer le monde. Seule sa mobilisation est capable de le changer. Deuxièmement : se méfier toujours de l'ennemi de classe ; aucune confiance dans

le capitalisme et la bourgeoisie. Troisièmement : nous devons contrôler nos chefs, contrôler nos chefs, contrôler nos chefs ».

Interventions finales

Après les premières interventions des participants, sont apparues des questions générales de la salle sur les thèmes abordés. Aucune des questions n'était adressée à un participant en particulier. Après les questions, les membres autour de la table ont fait leurs interventions finales, que nous reproduisons ici.

JAMES PETRAS

Un sujet que nous avons abordé aujourd'hui est le Venezuela, un pays qui a une réalité très contradictoire. D'une part, nous avons les masses mobilisées, actives, anti-impérialistes et en faveur de changements sociaux profonds. D'autre part, nous avons beaucoup de partis bourgeois qui soutiennent le gouvernement : libéraux, social-démocrates, anciens parlementaires de partis en faillite. Nous avons une lutte avec un président qui condamne la guerre en Iraq, la ZLEA, l'invasion de Haïti et, en même temps, cherche la collaboration du capital national et étranger pour obtenir le développement du pays. Le gouvernement a lancé des programmes de santé, d'éducation, de crédits pour les pauvres et, en même temps, il cherche à obtenir la collaboration de secteurs de la droite. C'est un gouvernement bourgeois réformiste que nous devons soutenir contre les attaques impérialistes et des secteurs bourgeois réactionnaires. Mais cela doit être un soutien qui maintient les critiques profondes au contenu de classe du régime. Les cercles bolivariens existent aux moments de crise : face au putsch, au referendum, à la fraude, aux paramilitaires qui envahissent le pays. Mais les institutions permanentes sont pleines de politiciens réactionnaires ou réformistes. Le plus important, pour moi, est que le pays est profondément polarisé en termes de classe. C'est une polarisation pré-révolutionnaire, semblable à celle d'autres pays où j'ai été avant. Mais au Venezuela il n'y a pas un parti révolutionnaire de classe pour diriger cette polarisation vers la révolution socialiste. Lors du rapt du membre des FARC, le gouvernement vénézuélien est resté silencieux. Avec quelques-uns, nous avons écrit une lettre ouverte à Chavez, disant que le rapt était un crime et une violation de la souveraineté et qu'il devait intervenir, parce que s'il ne le faisait pas, il invitait à envahir son pays. Après deux semaines seulement, il a gelé les relations avec la Colombie et a dénoncé le fait, mais tout est en suspens.

L'alliance du Venezuela avec Cuba

Il n'y a pas de révolution démocratique au Venezuela, il y a un début de politiques de bien-être social qui dépend de deux choses. D'abord il y a les recettes du pétrole qui permettent au gouvernement de maintenir cet équilibre entre la bourgeoisie et les classes populaires. Il y a le fait que la bourgeoisie continue à recevoir des subventions énormes du gouvernement et, à la fois, que celui-ci ait des recettes additionnelles pour financer les programmes sociaux.

Le second facteur est l'alliance avec Cuba : tout le programme de santé (la principale réforme du gouvernement) dépend des 15.000 médecins et dentistes cubains qui se trouvent dans le pays. Alors, la face progressiste est ce programme social et les masses mobilisées.

Mais il y a d'importants dangers parce que le pouvoir institutionnel du gouvernement de Chavez n'est ni révolutionnaire ni réformiste. Un exemple : Chavez a dicté une réforme agraire il y a trois ans mais, dans ce temps, il n'a exproprié aucune grande propriété privée. Les 100.000 bénéficiaires de cette réforme ont reçu des terres publiques. Chavez a réaffirmé maintenant la réforme agraire et les masses, prenant dans leurs mains cette directive, commencent à occuper des terres, tandis que les nouveaux bureaucrates chavistes sont encore en train « d'étudier » les grandes propriétés qui allaient être expropriées.

Les masses radicalisées et anti-impérialistes soutiennent le gouvernement chaviste et il y a un secteur réactionnaire, à l'intérieur même du gouvernement, et Chavez essaye de faire équilibre entre les deux. Quand il y a crise, il s'incline du côté des masses pour se défendre. Quand la crise passe, il cherche mettre en oeuvre institutionnellement ses politiques. Conclusion : nous devons voir par où peuvent apparaître les masses organisées révolutionnaires, tandis que nous soutenons Chavez contre les fascistes et l'impérialisme, toujours en maintenant la position indépendante et de classe.

Au Brésil, il y a une grande occasion pour le PSTU et Conlutas d'incorporer des milliers de militants, non un par un, qui se réveillent de ce cauchemar qu'est le gouvernement de Lula. Il est très nécessaire de créer des fronts de lutte comme Conlutas, de prendre part aux luttes revendicatives, à l'organisation de grèves, d'occupations de terres et de logements... Et au sein de ces luttes, de présenter le projet pour le pouvoir de l'Etat. Pourquoi ? Personnellement j'ai une relation vieille de 15 ans avec le MST et avec d'autres organisations sociales en Argentine et d'autres pays. Ces organisations sociales ont eu de grands succès, ont occupé beaucoup de grandes propriétés, ont renversé des gouvernements, ont lancé de grandes grèves contre les privatisations et les ont gagnées. Ils ont fait des choses qu'aucun politicien électoraliste ne pourrait faire. Ces mouvements arrivent à renverser des gouvernements mais ne sont

toutefois pas en condition de prendre le pouvoir. Comme me disait un activiste en Bolivie : « nous sommes en conditions de renverser des gouvernements mais nous ne sommes pas préparés pour gouverner ». C'est une leçon : les mouvements de masses sont cent fois plus importants que tout processus électoral bourgeois. A l'intérieur de ces mouvements, l'essentiel est de parvenir à unir l'insertion dans ces mouvements avec la prise du pouvoir de l'Etat.

FIDEL NIETO

On a parlé ici du concept de *révolution démocratique* et, parfois, je crains que nous, les révolutionnaires, nous affrontions sur le concept de *démocratie*. Petras a déjà mentionné qu'il y a différentes *démocraties*. A moi, il me paraît qu'il ne peut y avoir de révolution, moins encore une révolution socialiste, si ce n'est avec la participation de la majorité du peuple. Dans cette perspective, la révolution socialiste doit être profondément démocratique ou ne sera pas socialiste. Si nous n'obtenons pas que la majorité du peuple soit incorporée pour changer radicalement la société, il n'y aura pas une révolution ; voilà ce qui la rend, par soi-même, démocratique.

Le second aspect est la question électorale. Comme révolutionnaires, nous ne pouvons renoncer à aucune forme de lutte. Le problème est dans quel but nous utilisons les élections, comment nous y prenons part. En 1967, le PC salvadorien a participé aux élections présidentielles et il était clair qu'il était impossible de gagner le gouvernement par cette voie. Mais il était important de profiter de l'espace pour divulguer un programme de transformations. En outre, il fallait profiter de l'espace pour contribuer à élever le niveau politique des gens. Dans une grande mesure, suite à ce processus, trois années plus tard est apparue la lutte armée et on a créé, rapidement, cinq organisations politico-militaires. C'est pourquoi, notre critère, comme Tendance Révolutionnaire, est de participer aux élections si cela convient à un moment déterminé. Mais s'il faut reprendre les armes, nous le ferons à nouveau. Cela va dépendre des besoins objectifs de l'avancement de la lutte concrète.

Le thème du « parti de masses »

Il y a une discussion très ancienne dans la gauche : si le parti révolutionnaire doit être de cadres ou de masses. Pour moi la question centrale n'est pas celle là, mais bien si le caractère du parti est révolutionnaire ou ne l'est pas. Le Front Sandiniste nicaraguayen compte 350.000 membres mais cela ne le rend pas révolutionnaire : sa direction est profondément corrompue et opportuniste. Le FMLN au Salvador a 100.000 affiliés, et beaucoup parmi eux sont des révolutionnaires mais il n'en est pas ainsi de sa direction, ni de sa politique. La clé n'est pas la taille, mais le fait de pouvoir être une espèce « d'œil de

l'ouragan » qui mobilise la majorité de la population pour la lutte et qui a un programme révolutionnaire.

Un autre thème est le Venezuela. J'ai l'impression que nous ne mesurons pas toujours avec le critère objectif scientifique les avances ou les reculs qu'il peut y avoir dans un processus révolutionnaire déterminé. Lénine nous a donné une leçon de cela quand il a créé la NEP pour se référer aux changements dont la Russie avait besoin dans cette époque. Notre critère ne doit pas être ce que nous souhaitons mais ce que nous pouvons faire selon le rapport de forces internes et externes qui déterminent les processus. Je suis d'accord, évidemment, que l'avancement ou non de la révolution au Venezuela n'est pas la responsabilité de Chavez mais des révolutionnaires latino-américains, spécialement des vénézuéliens. Je suis d'accord avec Petras que ce processus, pour le moment, requiert notre soutien et notre sympathie et que nous devons le connaître plus profondément.

Je termine avec une réflexion : il y a un point dans la question du parti de la révolution qui est resté en suspens. En Amérique Latine, aucun parti de gauche n'est parvenu à arriver au gouvernement par ses propres moyens. Le Front Sandiniste nicaraguayen n'était pas un parti, c'était un mouvement de trois groupements politico-militaires. A Cuba, le parti de Fidel Castro était aussi un mouvement. S'appeler *parti* ne suffit pas pour qu'il soit l'instrument adéquat, par ce simple fait, pour faire la révolution. Au Salvador nous avons eu cette discussion et, finalement, nous avons décidé que, plutôt que de faire un parti, nous devions faire un mouvement. Sous cet aspect, il se ressemble même au PSTU : nous n'avons ni président ni secrétaire général. Il a une façon beaucoup plus horizontale de fonctionner. Pour le moment ça marche, et le jour où ça ne marche plus, nous allons changer. Nous ne devons pas nous cramponner à des schémas, seulement parce que le texte le dit.

JORGE ZABALZA

Une question bien franche : que s'est-t-il passé avec les Tupamaros ? Quand la vieille direction du MLN est sortie de prison, nous étions une forteresse décidée à faire la révolution. Entre 1985 et 1994, nous nous sommes développés dans le mouvement de masses, dans les syndicats, dans les occupations de terre, dans les coopératives, dans la lutte contre la répression policière et dans le mouvement étudiant. Mais nous sommes entrés dans le piège de la démocratie bourgeoise : en 1994, nous avons participé aux élections avec nos propres candidats. Notre calendrier a cessé d'être celui des luttes sociales et est devenu le calendrier électoral et parlementaire, celui de la lutte interne du Frente Amplio. Nous avons cessé de nous mettre en rapport avec les travailleurs pour commencer à avoir des relations avec les dirigeants politiques

des partis bourgeois et réformistes. En cinq ans, nous avons vu qu'il y avait des camarades qui avaient déjà changé leur manière de voir les choses. Il y a moins de rue et plus de fauteuil (...), on s'habitue à la discussion dans le Parlement, aux pourparlers et accords dans les couloirs. On cesse d'avoir la vision du pouvoir révolutionnaire populaire pour voir si « d'en haut » on change les choses que le peuple n'allait pas changer. Actuellement c'est la même chose. Voilà que José Múgica, chef parlementaire des Tupamaros, dit : « commençons à parler de révolution d'ici à 25 ans, maintenant ce n'est pas le sujet ». Cette réalité n'est pas une affaire d'hommes : c'est le système qui t'attrape. Chavez va avoir un moment décisif, comme l'a eu Perón en Argentine. Quand la réaction l'aura encerclé, le dilemme va être : « je donne des armes au peuple, ou non ». Perón ne l'a pas fait, João Goulart pas non plus. En Uruguay il y a une masse de camarades dans le Frente Amplio et dans la gauche, dont la mentalité est canalisée vers les élections, vers le gouvernement. Il ne faut pas rompre le dialogue avec eux. Il ne faut pas les faire se sentir dans « le camp d'en face ». C'est la masse à laquelle nous devons nous adresser pour qu'elle change vers une vision révolutionnaire. Comme a dit le camarade Nieto, le parti doit être « l'œil de l'ouragan ». Il doit être capable de convaincre les masses pour qu'elles décident par elles-mêmes de faire la révolution. Le message du parti doit être légal et illégal, clandestin et public, armé et désarmé. Chaque chose en son temps et lieu. Mais nos militants doivent avoir la mentalité préparée pour savoir que la démocratie bourgeoise s'épuise, que la légalité que la classe dominante nous laisse a vecue, et qu'alors nous connaissons la face laide de la violence de la droite.

VALERIO ARCARY

Il y a eu beaucoup de thèmes en relation avec le régime démocratique, mais qui ne sont pas tous la même chose. Je vais soulever une question qui a une relation étroite avec cela. Il y a eu plusieurs réformismes socialistes au 20^{ème} siècle. Le réformisme initial a été celui de l'allemand Bernstein, qui croyait que la classe ouvrière allait accumuler des forces progressivement et lentement, en gagnant du poids dans les syndicats, le parlement, l'économie nationalisée, que le parti ouvrier se transformerait en une majorité électorale, etc. Cette stratégie graduelle a été réformiste en deux sens. Dans le sens qu'il croyait qu'il allait transformer le capitalisme, en défendant la démocratie. L'hypothèse du premier réformisme ouvrier était que le capitalisme était incompatible avec la démocratie bourgeoise et qu'il convenait, par conséquent, aux travailleurs de défendre la démocratie contre le capital. C'était une question de temps pour que les travailleurs soient la majorité dans les parlements, changent les lois et transforment ainsi le capitalisme. Mais ils étaient aussi réformistes dans un

autre sens : ils croyaient vraiment que le capitalisme pouvait être réformé, pas seulement les institutions. Ils croyaient que le salaire minimal allait augmenter constamment et que l'inégalité sociale diminuerait, avec une distribution de la richesse produite par les entreprises contrôlées par les capitalistes. Ils croyaient qu'on pouvait obtenir une meilleure distribution, une plus grande éducation gratuite, une réduction de la journée de travail. Ils croyaient que, sans détruire le capitalisme, la vie pourrait s'améliorer.

A partir de là sont apparus d'autres réformismes, comme celui d'inspiration suédoise. Quand dans les années 1930, Roosevelt faisait le New Deal aux Etats-Unis, en Scandinavie on a fait l'expérience d'un gouvernement d'un parti ouvrier réformiste qui a fait un pacte social avec la bourgeoisie et a établi un niveau minimal de conditions de vie pour la classe ouvrière : garantie de plein emploi, des crédits à long terme pour l'achat de sa propre maison, accès à la scolarité gratuite primaire et secondaire, des choses qui n'existaient pas alors dans le monde. Après la Seconde Guerre Mondiale, après l'expérience américaine de Roosevelt, les historiens ont appelé cela un « accord social keynésien ». Cela a été un second réformisme, qui ne parlait déjà plus de socialisme, qui a retiré des statuts des partis ouvriers toute référence au marxisme et à la lutte de classes et qui se proposait, de manière ouverte et explicite, l'administration du capitalisme.

Le réformisme de Lula

Le rêve d'une bonne partie de la gauche latino-américaine est que Lula soit un réformiste sincère, un gouvernement de collaboration de classes, un gouvernement qui répondrait à la bourgeoisie mais qui ferait « un pacte social », qui garantirait un salaire minimal disons de R\$ 500, un taux d'intérêts bas, qui garantirait l'emploi. La frustration d'une bonne partie des réformistes de la gauche brésilienne est que Lula n'a même pas fait cela. Alors, ils regardent Chavez, en espérant que lui le fasse. Le problème est que Chavez n'est pas Lula mais il n'est pas non plus socialiste. Je suis d'accord avec Petras quand il dit que tout processus révolutionnaire, toute situation révolutionnaire a des oscillations et des changements dans le rapport de forces, ce qui exige une organisation révolutionnaire de grande flexibilité politique et tactique. Mais les Etats-Unis n'acceptent même pas le gouvernement réformiste de Chavez, non parce qu'ils soupçonnent que Chavez a un « projet secret » pour arriver au socialisme, mais parce que dans l'actuelle situation mondiale, un Venezuela indépendant est inacceptable pour Bush, comme l'est un Iran indépendant, bien qu'il soit bourgeois, parce que les deux ont de grandes réserves de pétrole. Ils ne peuvent pas accepter Chavez parce que lui, il veut défendre de plus grandes marges d'indépendance pour le capitalisme vénézuélien. Quand a eu lieu le

coup d'Etat, c'était le devoir des socialistes révolutionnaires de défendre le gouvernement de Chavez. Quand il y a eu le plébiscite, il fallait appeler à voter contre la manœuvre impérialiste. Mais la politique générale des marxistes révolutionnaires dans cette période au Venezuela doit être la construction d'une opposition de gauche au gouvernement de Chavez. Il existe déjà une opposition de droite qui veut le renverser. Mais le drame du Venezuela est qu'il n'existe pas une opposition de gauche : toute la gauche vénézuélienne est entrée au gouvernement Chavez (tout comme la gauche brésilienne avec Lula). C'est vrai que le programme de Chavez est différent de celui de Lula, mais cela ne justifie pas le fait d'entrer au gouvernement bourgeois. Je suis d'accord avec Zabalza, que très bientôt Chavez aura de nouvelles confrontations avec l'impérialisme. La situation au Venezuela n'est pas résolue parce que la situation révolutionnaire ne s'est pas fermée à la base et cela signifie que l'opposition de droite essaiera de nouveau de récupérer du pouvoir. Le drame est que, pour transformer le Venezuela dans le sens du socialisme (c'est-à-dire, la satisfaction des revendications des travailleurs), 10.000 médecins cubains ne suffisent pas. Cette histoire des médecins est extraordinaire parce que cela signifie que beaucoup de Vénézuéliens, pour la première fois, ont pu aller chez le dentiste. Mais comme socialistes, nous avons un projet beaucoup plus grand. Pendant des décennies, le pétrole a été utilisé pour enrichir la bourgeoisie vénézuélienne, une classe des plus parasites et corrompues de l'Amérique Latine, qui se développe comme on a vu rarement dans un pays périphérique. Le projet socialiste est l'expropriation du capital de la bourgeoisie vénézuélienne et la transformation de cette économie pour les travailleurs.

La relation entre le parti et les masses

Je voudrais terminer avec un commentaire au sujet du parti et des masses. Toute organisation qui a une vocation de lutte pour le pouvoir, doit trouver un chemin vers les masses. Elle doit ouvrir une fenêtre pour la politique vers les masses, elle doit s'adresser aux millions qui ne sont pas d'accord avec nous. Mais la transformation de la conscience n'est pas simplement donnée en fonction de ce que nous disons, nous les révolutionnaires. Nous ne sommes pas comme les prédicateurs de Yehova qui vont aux places publiques et proclament le Nouveau Testament. La transformation de la conscience de millions de personnes dépend des arguments et de la propagande, mais dépend, fondamentalement, d'une expérience pratique, d'une motivation des personnes pour combattre pour eux-même. Nous croyons dans l'égoïsme des masses pauvres, prolétaires et travailleuses, qui veulent combattre pour eux-même, pour ce qu'elles n'ont pas : une maison, une terre, de l'éducation, du travail, un salaire... et qui n'ont pas de futur dans le capitalisme. C'est cet égoïsme des

masses qui peut transformer le monde. Le drame est que les masses ne savent pas la force qu'elles ont. Le rôle des révolutionnaires n'est pas de proclamer des vérités, mais de soutenir l'expérience pratique de millions de gens pour que les masses découvrent la vérité la plus profonde de l'histoire, le secret le plus gardé de tous : quand les travailleurs se mobilisent à fond, il n'y a pas de force dans le monde capable de les mettre en échec. Cette expérience pratique est donnée dans la lutte et la lutte transforme le rapport de forces et, à la fois, transforme la conscience. C'est un processus enchaîné de façon permanente : lutte, organisation, victoires, confiance, davantage de luttes, niveau plus élevé d'organisation, nouveaux détachements d'activistes et nouveaux dirigeants, luttes encore supérieures. Il s'enchaîne dans ce processus de promouvoir des luttes, forger des dirigeants, des organisations et des instruments de lutte, à partir d'une expérience pratique, dont nous n'avons pas un scénario préétabli, qui souvent s'improvise, mais qui a un fil conducteur dont nous ne nous écartons pas. Promouvoir la lutte, identifier les nouveaux dirigeants, les former, les organiser, leur donner de la consistance et de la cohérence, donner de la confiance et promouvoir de nouvelles luttes à un niveau supérieur, ce cycle de luttes est ce qui permet de changer le rapport de forces et de poser, au moment opportun, le problème du pouvoir. Pour établir cette relation avec les masses, les processus électoraux ont aussi leur signification. Il est correct de présenter des candidats si les masses vont voter, et d'utiliser l'espace du processus électoral pour attaquer les ennemis et polémiquer avec eux. Mais ce n'est pas l'élément décisif, ce qui tranche. Ce qui tranche, ce qui est permanent, c'est ce qui décide l'issue des processus révolutionnaires. Et dans les processus révolutionnaires, le cours se précipite en question de semaines. Aux moments de division et de fragilité bourgeoise maximale, quand le capitalisme se sent incertain et a peur du peuple, l'élément décisif est qu'il existe dans la mobilisation des masses un détachement de gens organisés, déterminés, disciplinés et - voici le mot terrible - centralisés, avec la disposition de combattre pour le pouvoir. Car c'est cela qui a manqué en Bolivie ou en Argentine : les travailleurs ont fait tout, mais il a manqué un organisateur collectif, un détachement d'avant-garde de milliers de militants qui, en ce moment, aurait la détermination de la lutte pour le pouvoir. Et cela ne s'improvise pas : cela se construit pendant des décennies de dévouement, de sacrifice et de persévérance. Notre détermination est qu'au Brésil, quand arrivera le moment de la crise révolutionnaire, ne se passe pas ce qui est arrivé en Bolivie en 2003, qu'ici la chance de la situation révolutionnaire soit favorable aux travailleurs et que nous ayons notre rencontre avec l'histoire.

Ce qu'a été le FMLN

Le Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN) est officiellement apparu le 10 octobre 1980. Mais sa gestation a été un processus long et complexe d'organisation des travailleurs et des activistes contre la dictature et pour la libération nationale du Salvador.

Ce petit pays d'Amérique Centrale a été le centre de l'attention des travailleurs et des jeunes de toute la planète au début des années '80, en vivant une des révolutions les plus aguerries du moment. La dictature militaire de droite fonctionnait dans le pays depuis 1932, concrètement depuis l'écrasement dans le sang du soulèvement populaire qui s'est soldé par la mort de plus de 30 mille indigènes et paysans et par l'exécution des principaux dirigeants, dont la figure la plus en vue, Agustín Farabundo Martí.

Le dictateur Hernández Martínez, qui avait dirigé le massacre, a été renversé par une grève générale en mai 1944.

Dans les années 50 a commencé la période historique de la hausse tranquille internationale des prix du café ; on approuve une nouvelle constitution politique, le nombre de travailleurs croît, et de ce fait évidemment le nombre des exploités, au même rythme que la richesse qui se concentrait en moins de mains. Toutefois, l'organisation syndicale grandit aussi, ainsi que la formation politique et la résistance.

Dans les années 70 commence un processus d'unification des diverses organisations populaires dans la lutte contre la dictature. Ce processus culmine en mai 1980, avec la formation de la DRU (Direction Révolutionnaire Unifiée), intégrée par Résistance Nationale (RN), Forces Populaires de Libération (FPL), Parti Communiste du Salvador (PCS) et Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP). Dans le manifeste de lancement on peut lire : « *Dorénavant il y aura une seule direction, un seul plan militaire, un seul commando, une seule ligne politique* ». En octobre de cette année, le PRTC (Parti Révolutionnaire des Travailleurs d'Amérique centrale) s'incorpore à la DRU, ce qui donne naissance au Front Farabundo Martí de Libération Nationale.

Cette décision précède le lancement de l'offensive générale du 10 janvier 1981, avec laquelle commence la révolution salvadorienne proprement dite.

La guerre a duré 12 années, et cela a été la plus grande confrontation de classes de l'histoire du Salvador. Le FMLN est parvenu à construire une puissante armée, bien armée, qui a annihilé des unités complètes de l'armée gouvernementale, celle-là équipée, formée et dirigée par des officiers américains. Le 31 décembre 1991 on signe les Accords de Paix entre le gouvernement salvadorien et les insurgés, et l'oligarchie reprend le pouvoir. Le

FMLN capitule et s'intègre au processus de recomposition de la démocratie bourgeoise au Salvador.

Quelques lignes sur les Tupamaros

En Uruguay, les années 60 ont été marquées par une grande montée en puissance des travailleurs de la canne à sucre, un des principaux secteurs de la classe ouvrière dans ce pays. Ceux-ci commencent à s'organiser dans le Nord du pays et effectuent des mobilisations constantes vers la capitale, Montevideo, avec un grand soutien populaire et une solidarité des autres secteurs de travailleurs. Pour faire face à ce mouvement, les bandes fascistes s'organisent aussi. La possibilité d'un putsch militaire est à l'ordre du jour, ce qui fait que les diverses forces de gauche s'unissent pour la défense. De cette manière apparaît la Coordination, un organisme qui se met à organiser les actions en soutien aux luttes des travailleurs. Les bandes fascistes durcissent leurs attaques. Dans une des manifestations à Montevideo, un activiste tombe mort. Le gouvernement essaye d'accuser Raúl Sendic, conseiller du Syndicat des travailleurs de la canne à sucre (UTAA) et, pour échapper à la détention, Sendic passe à la clandestinité.

En janvier 1966, la Coordination se définit comme un mouvement politico-militaire pour organiser les actions de défense de ses militants et étendre la lutte contre le gouvernement et les fascistes. Apparaît ainsi le MLN-Tupamaros, qui se définit comme socialiste. A partir de décembre de cette année, face à la recrudescence de la répression, les Tupamaros passent à la clandestinité. Beaucoup sont faits prisonniers, torturés et assassinés. En 1973 se produit le coup d'état, qui implante dans le pays une dictature militaire. A partir des années 80 reviennent les mouvements populaires, qui conquièrent l'amnistie. En mars 1985, les tupamaros détenus sortent de prison. Une partie d'entre eux décide de se restructurer, maintenant comme Mouvement de Participation Populaire (MPP). Ils participent au processus électoral et obtiennent des députés.

Points de vue

La question de l'islamisme et la gauche mondiale



Angel Luís Parras

Membre de la Direction Nationale du PRT-IR, la section espagnole de la LIT-QI

L'islamisme s'est transformé en phénomène mondial avec influence de masse dans des pays où l'impérialisme est aujourd'hui plus agressif. Le phénomène fait partie essentielle du processus de réorganisation ouvrière au Moyen-Orient, en Asie, au Maghreb et aussi parmi les travailleurs immigrants dans les pays impérialistes. L'occupation de l'Iraq et la guerre de libération nationale qui l'a suivie mettent au premier plan le sujet et la polémique que cela génère dans la gauche mondiale. Cet article est une tentative d'approfondir notre connaissance sur un sujet tellement complexe et si décisif dans la géopolitique mondiale de notre époque.

Un point de vue erroné

Un trait caractéristique de la situation mondiale est sans doute le virement à droite des directions du mouvement de masses, leur intégration dans les régimes bourgeois et leur collaboration avec l'impérialisme. La gauche du Moyen-Orient ou d'Asie n'échappe en aucun cas à cette « loi générale ». Le danger d'une montée islamiste au pouvoir, assimilé à celle du fascisme, a été l'excuse idéale pour une telle capitulation politique de la gauche arabe. Cette capitulation a un autre visage : parallèlement à l'accentuation de l'islamisme et

de ses tendances réactionnaires, on dissimule la responsabilité de l'impérialisme dans la situation de misère des masses. L'intégration de la gauche dans les régimes politiques, justifiée par la nécessité « de combattre l'islamisme » déguise ou dissimule en même temps la domination qu'exerce l'impérialisme par le biais des gouvernements locaux.

Il y a beaucoup d'exemples de militants de gauche et nationalistes qui acceptent des postes ministériels et gouvernementaux sur base de cette justification. Il suffit de jeter un œil sur l'Algérie, la Palestine ou l'Iraq pour voir comment une bonne partie de la gauche rejette l'unité d'action avec les islamistes alors qu'elle n'exprime pas le moindre doute de la participation, avec l'impérialisme, dans des juntes militaires (Algérie), dans des gouvernements qui poursuivent ceux qui combattent contre le sionisme (Palestine) ou dans des gouvernements d'occupation mis en place par l'impérialisme (Iraq).

Les « révolutionnaires » des pays arabes ou islamiques, qui sont les plus grands ennemis de toute unité d'action avec le fondamentalisme, expriment, à notre avis, le « déluge opportuniste » qui parcourt la planète. La particularité des pays arabes ou musulmans ne peut pas dissimuler le fait que l'essence du débat soit le même partout dans le monde, à savoir la position des révolutionnaires face à l'impérialisme.

Le phénomène islamiste

Les courants islamistes existent comme tels depuis le début du 20^{ème} siècle, en particulier après l'apparition des Frères Musulmans en Egypte (1928). Mais ce n'est que depuis 1980, après la révolution iranienne, qu'ils se transforment en un phénomène croissant dans le monde musulman et dans les colonies de travailleurs immigrants des pays impérialistes. Nous parlons de « phénomène politique » car nous sommes face à des organisations absolument différentes, même si certaines portent le même nom. Le Hamas de Palestine par exemple est une partie importante de l'Intifada et de la lutte contre le sionisme, mais le Hamas d'Algérie (actuellement MSP) a soutenu le coup d'état et la répression, et fait partie des gouvernements de la dictature algérienne. Les talibans, le Hezbollah, le FIS algérien, le Hamas en Palestine, Al Qaeda ou le parti turc au gouvernement, Refah, se revendiquent tous de l'islamisme, comme d'ailleurs des états entiers, tels l'Arabie Saoudite ou l'Iran, mais ceux qui ont gagné davantage de sympathie et de prestige dans le mouvement des masses des pays musulmans sont les courants ouvertement confrontés à l'impérialisme et ce sont ceux-là qui configurent réellement le « phénomène islamiste ». Après la débâcle du stalinisme et de l'ancien nationalisme bourgeois panarabe des années 60'-70', ils ont occupé un espace dans la résistance à l'impérialisme et

aux gouvernements pro-impérialistes. Quelles sont leurs principales caractéristiques ?

* Ces sont des directions bourgeoises et petites-bourgeoises, qui s'appuient sur différents secteurs économiques et ailes de la hiérarchie musulmane (chiites ou sunnites) et prennent l'Islam comme référence collective face à la recolonisation impérialiste. Ils s'appuient sur le mouvement de masses, ses mobilisations et ses protestations, cherchant un espace face à l'exclusion dont souffrent ces masses dans les colonies et semi-colonies à cause du processus mondial de centralisation des capitaux et du pillage impérialiste. Par essence, ce sont des secteurs bourgeois qui font face à l'impérialisme dans la mesure où ce dernier les exclue comme capitalistes.

* Idéologiquement, ils proposent « des états islamiques » : des régimes bonapartistes et dictatoriaux, avec une couverture religieuse, qui cherchent à faire face à tout processus révolutionnaire et à les démonter. Ils poursuivent les activistes ouvriers et de la jeunesse, ainsi que tout courant qui n'accepte pas leurs plans politiques et leurs doctrines réactionnaires. Dans certains cas, ils acquièrent un caractère fascisant (taliban). Dans tous les cas, de par leur nature bourgeoise et théocratique, ils ne sont jamais conséquents dans la lutte contre l'impérialisme.

Le débat dans la gauche

Une discussion sur la politique à mener face aux confrontations entre ces courants islamistes et l'impérialisme s'est ouverte dans la gauche mondiale. Il y a ceux qui disent qu'il s'agit de deux secteurs également réactionnaires et que la politique doit être d'appeler « à la paix ». C'est, par exemple, le mot d'ordre « ni par Bush ni Taliban » avancé dans la guerre d'Afghanistan. D'autres les comparent au fascisme et justifient par conséquent les coups militaires contre eux, comme en Algérie.

Dans ce contexte, beaucoup d'organisations soutiennent que, contrairement aux courants bourgeois et petits-bourgeois d'autres pays coloniaux et semi-coloniaux avec lesquels on peut faire des accords d'unité d'action et de lutte dans le même camp militaire contre l'impérialisme, avec les courants islamistes la ligne politique est « aucun accord ». Cette position est justifiée en affirmant que le fondamentalisme islamiste est seulement anti-impérialiste et anticapitaliste parce qu'il prétend nous faire retourner au féodalisme. Il s'agirait alors de partis médiévaux ou féodaux. Ils ne sont pas sur chemin du progrès bourgeois mais sur celui de la « réaction asiatique » et nous devons les combattre autant que l'impérialisme.

C'est une position totalement erronée. Comme nous l'ont appris Lénine et Trotski, devant la confrontation d'un pays plus faible contre l'impérialisme,

surtout si le premier est attaqué, nous défendons la défaite de l'impérialisme et, par conséquent, le triomphe du pays attaqué, indépendamment du caractère réactionnaire de sa direction et de son régime.

Nous pouvons dire que le fondamentalisme est un phénomène semblable au nationalisme bourgeois. Par conséquent, tout en préservant l'indépendance politique et de classe et sans donner aucun soutien politique à ces directions, nous appelons à l'unité d'action avec les courants islamiques qui font face à l'impérialisme.

Nous sommes également clairs dans notre rejet de la politique des organisations qui défendent le massacre non-discriminé de secteurs populaires simplement par le fait d'être sous « les gouvernements ennemis ou infidèles » et qui inspirent, parmi les masses musulmanes, une idée erronée sur comment faire face à l'impérialisme. L'utilisation du terrorisme non-discriminé comme le fait Al Qaeda et ses partisans, aide seulement l'impérialisme à gagner les masses pour sa politique, comme cela a été démontré le 11 septembre. Nous combattons les directions en mettant en avant les besoins de la lutte de classes, de la lutte contre l'impérialisme et les gouvernements laquais. Nous devons démasquer leur inconséquence, leur bavardage, leur soumission aux intérêts bourgeois, leur faux « égalitarisme », comme partie intégrante de ce combat, et nous le faisons depuis cet angle, celui de la lutte des travailleurs et non celui du « combat à la religion ».

Deux critères opposés pour les caractériser

La caractérisation politique des courants politiques ne peut pas être déterminée par leur idéologie, bien que celle-ci soit une composante de cette caractérisation. L'essentiel est le caractère de classe de ce courant, sa politique et son programme, ce qu'ils disent et ce qu'ils font dans la lutte de classes, leur relation avec le système social dominant, l'impérialisme, et leur lien avec le mouvement de masses. Il ne faut pas chercher l'élément déterminant dans la superstructure (l'idéologie) mais dans la structure (la lutte de classes). Le cadre dans lequel tous ces facteurs sont mis en lumière avec le plus de clarté sont les moments exceptionnels, comme les révolutions ou les guerres.

La majorité de la gauche mondiale utilise un critère de raisonnement diamétralement opposé : l'idéologie est le fil conducteur de toute sa caractérisation et, par conséquent, de la définition de la politique. C'est pourquoi la question de la religion pèse tant dans la définition selon laquelle ces courants sont essentiellement réactionnaires et pré-capitalistes.

Les erreurs auxquelles mènent ces analyses

L'analyse que ces secteurs de la gauche font du wahhabisme, l'idéologie que défend Ousama Ben Laden, est, par exemple, très intéressante. Il s'agirait « *d'un mouvement religieux de retour aux origines de l'Islam* » et une des visions les plus fanatiques. Ces sont des affirmations correctes en général mais qui aident peu, voire pas du tout, à comprendre la collision avec l'impérialisme d'un homme longtemps lié à la bourgeoisie saoudienne et à l'impérialisme. Si tant la monarchie saoudienne que Ben Laden sont wahhabites, pourquoi cette idéologie est, pour certains, le soutien idéologique de la confrontation avec les Etats-Unis et pour d'autres la justification de l'acceptation de la domination coloniale ?

Dans la réalité, ce manque de profondeur « idéologique » exprime l'éducation eurocentriste d'une bonne partie de la gauche. Le concept de *wahhabisme* est une invention européenne, des diplomates pour être plus précis. Abd al-Wahhab a été l'artisan de la dénommée « révolution nayí », le processus qui, au 18^{ème} siècle, a obtenu la première et véritable unification politique et économique de la péninsule arabe. L'accord entre Abd al-Wahhab et le prince Mamad Ibn Saud a représenté la tentative d'un secteur de la bourgeoisie naissante de l'émirat de Nach pour s'étendre et pour unifier économiquement et politiquement la péninsule arabe, en répondant ainsi tant à l'agaçante domination de l'empire ottoman qu'à celle de l'impérialisme britannique naissant.

Le wahhabisme est devenu l'arme idéologique du mouvement de centralisation de la péninsule arabe, la traduction théorique et théologique de l'unification sociale et de la centralisation politique et économique. Comme mouvement de réforme qui a engendré une révolution, le wahhabisme a permis l'entrée de l'Arabie dans l'histoire. C'est pourquoi certains historiens ont appelé Abd al-Wahhab « *le Luther d'Arabie* ». Sur le plan politique, le wahhabisme a instauré un régime monarchique, bonapartiste, dans lequel le prince était « *le premier combattant, le premier croyant et le premier commerçant* ».

L'Arabie Saoudite

Par la suite, au cours de plusieurs avancées et reculs historiques, la monarchie saoudienne a été l'agent direct de l'impérialisme britannique d'abord, américain ensuite, adoptant la forme d'un état vivant des revenus pétroliers. Le développement impressionnant de ces recettes entre 1973 et 1983 a été la base matérielle de sa plus grande expansion.

A partir de 1981, commence le déclin économique : des milliers d'entreprises de la construction et des entreprises commerciales font faillite, des milliers de petits et moyens investisseurs courent à la ruine. Une décadence commence,

accompagnée par des évènements qui affectent beaucoup la péninsule arabe, comme la première Guerre du Golfe. De plus, l'Arabie Saoudite reconnaît l'Etat d'Israël.

Le rôle régional de la bourgeoisie saoudienne en décadence, au milieu de l'offensive de recolonisation de l'impérialisme au Moyen-Orient, et la détérioration accélérée des conditions de vie dans le pays se transforment ainsi en bouillon de culture de la protestation sociale et de l'apparition de courants bourgeois et petits-bourgeois qui se soulèvent contre le gouvernement marionnette coloniale. Des faits comme les accords pétroliers avec les Etats-Unis et la cession du territoire pour la permanence des troupes yankee se transforment en détonateurs de crise et de confrontation sociale à l'intérieur de la bourgeoisie même.

Ben Laden apparaît, aux yeux de larges secteurs des masses arabes, comme l'héritier du « véritable » Abd al-Wahhab, celui de la révolution nayí. La religiosité n'est rien d'autre que l'enveloppe de l'indignation sociale et Ben Laden un « nationaliste », comme Abd al-Wahhab. En réalité, le principal objectif dans la mire d'Al Qaeda ne sont pas les Yankees ni les sionistes, mais la famille royale saoudienne. Il suffit donc de se dégager de préjugés et de l'« aspect des choses » pour voir que Ben Laden et sa version « moderne » du wahhabisme sont une expression particulière du nationalisme bourgeois.

Révolution et contre-révolution en Iran

En 1979, la révolution iranienne a agité le monde : le régime sanguinaire du Shah Pavlevi a été renversé par les masses. Partout dans le monde, en particulier parmi les Arabes et les masses musulmanes, cette révolution a gagné de la sympathie et stimulé le sentiment anti-impérialiste et antisioniste. En plus de la défaite qu'a subie l'impérialisme, une autre conséquence de première ampleur a été le changement qualitatif, au sein du mouvement islamiste, qu'a provoqué cette révolution. C'est dommage que ceux qui soutiennent le caractère féodal de l'islamisme n'étudient pas avec passion cette énorme révolution en incluant le processus contre-révolutionnaire qui l'a suivi. Là, les ayatollahs sont finalement arrivés au pouvoir (et ils le conservent depuis 25 ans) avec leur charria et leur « économie islamique ».

Le processus révolutionnaire qui a mené à la chute du Shah a été énorme, avec de grandes luttes ouvrières, spécialement des travailleurs pétroliers, et des étudiants. En février 1979, le régime est tombé, au milieu de la plus complète crise des institutions, des forces armées et de la tant détestée police de la Savak. L'impérialisme perdait son gardien régional, au milieu d'une montée révolutionnaire accompagnée de l'existence d'organismes ouvriers, les shorahs, et de milliers d'étudiants et de jeunes mobilisés. La conscience anti-impérialiste

était tellement puissante que le clergé chiite lui-même utilisait des expressions de la gauche et de la lutte de libération nationale. L'industrie pétrolière, les principales industries énergétiques, le commerce extérieur et la banque ont été nationalisés. Une bonne partie de la distribution a également été nationalisée pour garantir les produits de base aux familles, et les propriétés du Shah ont été expropriées. La gauche iranienne avait beaucoup de poids. Dans la jeunesse, on remarquait les « mujahidins du peuple », qui se définissaient comme marxistes islamiques et étaient appelés « les chiites rouges ». L'ayatollah Khomeyni, représentant du clergé chiite, de la bourgeoisie du Bazar et de la bourgeoisie industrielle liée au commerce national, avait comme tâche de reconstituer l'Etat bourgeois et de fermer la crise révolutionnaire.

La contre-offensive impérialiste s'est concentrée, depuis 1980, sur la promotion de la guerre entre l'Iraq et l'Iran. Environ un million d'iraniens ont péri dans cette guerre sanguinaire. Sur cette scène, les ayatollahs ont pu accomplir leur tâche contre-révolutionnaire. A la guerre s'est ajoutée la complète capitulation de la majorité de la gauche iranienne au gouvernement de Khomeyni et au clergé. Plus tard furent entamées la persécution et l'extermination de toute l'opposition au régime des ayatollahs.

L'Iran est-il féodal ou capitaliste ?

L'Iran se définit comme une République Islamique. Sa constitution est régie par la *shariah* et oblige l'Etat à travailler pour l'« économie islamique » et le « système bancaire islamique » qui interdit la *riba* (usure). La question clef dans ce débat est de savoir si aujourd'hui l'Iran, après 25 ans de gouvernement des ayatollahs, est un pays capitaliste semi-colonial ou un pays féodal (ou en transition vers le féodalisme). Aucune personne moyennement informée ne soutient aujourd'hui que l'Iran est féodal ou sur le chemin du féodalisme. Le clergé chiite a seulement été l'appareil politique d'un secteur bourgeois qui s'est soulevé, à cheval sur la contestation sociale, contre la spoliation à laquelle l'impérialisme soumettait le pays avec le Shah Pavlevi. Ce clergé chiite, divisé et dans une crise profonde, est aujourd'hui encore l'expression de différents secteurs bourgeois qui luttent pour un espace propre sur le marché, face au tourbillon recolonisateur de l'impérialisme, ou qui demandent une place comme partenaire soumis à côté du maître impérialiste, comme c'est le cas de Khatami.

Son « économie islamique » et ses « principes coraniques » n'ont été que des mécanismes particuliers pour mener à bien la nécessaire accumulation de capital. Voyons quelques exemples. Les Fondations de Dëshérités et Martyrs, apparues sur la base du capital des propriétés saisies au Shah, ont accumulé des propriétés et comprennent maintenant des activités très variées (industrie,

commerce, hôtellerie, compagnies aériennes et transports). Elles sont aujourd'hui un des grands monopoles économiques dont les élites de l'Etat, y compris les militaires, ont l'usufruit, et elles contrôlent, selon certains spécialistes, 40% du PNB iranien. Les intérêts de ce secteur provoquent des frictions et des crises avec les politiques «libératrices» et les projets de privatisation, encouragés par Khatami et approuvés par les multinationales, dans une discussion qui n'a rien de féodal.

Pour leur part, les Caisses d'Epargne sans intérêt ont été, d'une part, source de grandes affaires et de financement de la bourgeoisie du Bazar, et d'autre part, un mécanisme pour canaliser l'épargne des populations rurales et monétiser les relations de secteurs entiers marginalisés par le retard du milieu rural. Comme on peut le voir, les ayatollahs se sont consacrés, durant ces 25 ans, à des activités accumulatrices qui n'ont rien de féodales ou de pieuses.

L'islamisme après la révolution iranienne

La révolution iranienne a entraîné des changements qualitatifs dans l'islamisme. Elle a d'abord supposé, pour un lieu déterminé, une coupure radicale avec le fondamentalisme impérialiste encouragé par la monarchie saoudienne. Au cours d'une grande partie du 20^{ème} siècle, les courants islamistes naissaient parrainés et financés par l'impérialisme lui-même et les régimes marionnettes pour résister à l'influence de la gauche marxiste et au nationalisme panarabe. Pendant les années 60' et 70', beaucoup de ces groupes naissaient, principalement dans les universités, liés au pouvoir comme d'authentiques bandes fascistes consacrées à la persécution et au meurtre des activistes de gauche ou nationalistes. Au Maroc, l'Association de la Jeunesse Islamique a été tristement célèbre car responsable, entre autres, du meurtre, en 1975, du dirigeant de l'Union Socialiste de Forces Populaires, Omar Benyelun. La même chose peut être dite des islamistes algériens et tunisiens durant ces années.

La révolution iranienne marque un changement qualitatif. L'entrée en scène du mouvement de masses dans tout le secteur, la vague de luttes et les explosions sociales obligent ces groupes à se resituer, à se dissoudre ou à disparaître. D'autres naissent à la chaleur de ce mouvement, mais avec un signe politique diamétralement opposé. L'islamisme apparaît ainsi, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, comme un phénomène confronté, à sa manière, à l'impérialisme. Et c'est précisément cela qui lui fait gagner les sympathies des masses qui voient jour après jour croître leur misère devant la complicité ou l'échec bruyant des directions traditionnelles.

Deuxièmement, l'islamisme a acquis un véritable caractère de masses. La grande vague révolutionnaire produira une violente chute de prestige des chefs

arabes bonapartistes et des dirigeants partisans. Le discrédit de Sadat, Saddam, Assad, Boumediene, des monarques saoudiens ou d'Arafat lui-même, se base sur le fait qu'ils n'ont été capables ni d'écraser Israël, ni de donner liberté et bien-être à leurs pays, parce que la majorité d'entre eux ont visiblement cédé à l'impérialisme.

Troisièmement, la révolution a représenté, heureusement, une authentique diaspora des courants islamistes. Au milieu de leur influence de masses croissante, le refus des ayatollahs d'étendre la révolution a créé une vraie diversification des courants islamistes. En d'autres termes, l'islamisme comme courant politique est resté plus divisé et plus décentralisé que jamais.

La Palestine : ni sionisme ni Hamas ?

Un bon exemple de l'impact qu'a eut ce processus sur beaucoup de ces groupes est celui du Hamas (mouvement de résistance islamique palestinien). Il est né en Palestine, dans la Bande de Gaza, en 1987, lors de la première Intifada, avec un rôle encore peu important par rapport au reste des organisations palestiniennes. Ce n'est pas un secret que l'organisation a été encouragée par le clergé iranien et soutenue, à divers moments, par la Libye et l'Arabie Saoudite. Le fait le plus significatif est que ce groupe est né avec l'approbation directe du cabinet d'Isaac Shamir. Le sionisme encourageait un courant islamiste pour résister au poids des organisations nationalistes et marxistes palestiniennes, mais après la seconde Intifada (2000), le rôle liquidateur de la direction d'Arafat et d'Al Fatah, son renoncement à la lutte pour la destruction de l'Etat d'Israël et la soumission aux bourgeoisies arabe et européenne ont encouragé la croissance, avec influence de masses, de courants comme le Hamas, qui a radicalisé ses positions et s'est transformé en une référence pour des milliers de combattants dans le monde arabe.

Dans d'autres articles de cette de même édition, nous analysons la trahison de la direction palestinienne d'Arafat, ainsi que l'avancée qualitative en cette direction avec Abu Mazen, président de l'ANP (Autorité Nationale palestinienne). La vision de Sami, jeune chef de la première Intifada et un des dirigeants appelés *tunisiens*, est intéressante : « *Quand ils étaient à l'étranger, nous croyions qu'ils étaient des gens bien. En réalité, ils sont seulement venus faire des affaires pour avoir plus d'argent. Ils ne sont pas comme nous, ils sont individualistes. Ils savent que cela durera peu, donc ils se consacrent à faire des affaires et à investir à l'étranger. (...) Ils préparent une zone de la plage de Gaza, mettent en location des maisonnettes pour les vacanciers. Ils ouvrent un restaurant de renom, Le Moulin, qui sert des menus chers, organisent des sessions de bingo et des fêtes dansantes. Il s'agit de lieux de prestige où ce*

cercle social restreint se réfugie et auxquels ont aussi accès certains citoyens de Gaza proches de l'entourage de l'ANP ».

Les grandes familles bourgeoises de Naplouse (base de soutien de l'ANP), qui font pression pour en finir avec l'Intifada et qui envoient leurs fils étudier aux Etats-Unis ou en Europe, les accompagnent. Toute une génération de jeunes, ceux de la première et de la seconde Intifada, sont « *désorientés par l'échec du nationalisme palestinien et par les erreurs de ses dirigeants* ».

Face à cela, le Hamas croît, en s'enracinant dans les campements de réfugiés les plus pauvres, en revendiquant pour soi le drapeau de la lutte pour la destruction de l'Etat d'Israël, « *la reconquête de toute la Palestine* » et la proposition de « *récupérer l'unité de la première Intifada* ». Comme contrepartie, l'ANP offre « *d'employer massivement les jeunes de la première Intifada dans les forces de l'ordre pour renforcer le pouvoir, (...) l'accès à la profession de policier ou de milicien étant une alternative au chômage* ». En 2003, la police palestinienne comptait plus de 50.000 membres (les accords d'Oslo en prévoyaient 9.000). Sa mission est de réprimer tous ceux qui refusent d'observer les ordres de l'ANP. Les islamistes sont devenus objet de la répression la plus brutale, qui affecte aussi les militants du FPLP et même d'Al Fatah.

Dans beaucoup de camps de réfugiés et de quartiers pauvres, la solidarité de la population avec ceux qui sont poursuivis, a crû de manière constante et les mosquées se sont transformées en lieu de rencontre et d'hommage à ceux qui sont tombés.

Les islamistes apparaissent alors comme les plus résolus à faire face, à leur manière, à l'état sioniste, enclave impérialiste en Moyen-Orient, et ils obtiennent des bases chaque fois plus profondes dans le peuple palestinien. Mais pour ceux qui sont conséquents avec la position selon laquelle l'islamisme est un courant pro-féodal ou fasciste, il n'y aura aucune possibilité de faire un accord avec le Hamas pour combattre le sionisme et l'impérialisme. La seule ligne possible est « *ni sionistes ni Hamas!* », adoptée effectivement par la majorité de la gauche pro-impérialiste qui, sans aucune honte, place un signe égal entre le Hamas et Sharon, entre l'opresseur et celui qui, à sa façon, lutte du côté de l'oppressé.

La dramatique expérience algérienne

En décembre 1991, le Front Islamique de Salut (FIS) a gagné le premier tour des élections législatives algériennes et a pratiquement assuré la majorité absolue lors du second tour. Peu après, en janvier 1992, le président Chadli Bendjedid renonce et l'Armée algérienne assume le pouvoir, suspend les élections, déclare le FIS illégal et commence la répression. Des milliers de

militants et de sympathisants du FIS sont internés dans des camps de concentration dans le désert du Sahara. La gauche algérienne, qui tant de fois a condamné les coups militaires, a opté pour le silence confortable ou pour le soutien enthousiaste aux militaires, comme le parti communiste lui-même (PAGS) qui défendait depuis un certain temps la mise hors la loi du FIS. L'argument répété est que « le FIS est fasciste ». Les amoureux de la démocratie au-dessus de tout et des élections comme panacée universelle se sont déclarés des animateurs résolus du sabre, au nom du fait « de combattre le fanatisme islamique ».

Mais le FIS était-il fasciste ? Il suffit de dégager le manque de profondeur et l'empoisonnement médiatique pour voir que cette organisation n'a pas été autre chose qu'un énorme appareil électoral bourgeois, né pour amener sur le terrain électoral et institutionnel la révolte sociale algérienne. Ce fut la tentative d'un secteur de la bourgeoisie algérienne en décomposition, avec la collaboration de secteurs de l'énorme appareil de l'Etat, pour préserver son espace au milieu de la crise économique, sociale et politique. Pour sa part, le coup militaire a été le pari de l'impérialisme, spécialement européen, pour appliquer les plans néolibéraux et fermer la crise ouverte avec la manifestation sociale de 1988.

Rappelons que la chute du prix du pétrole, en 1986, a entraîné des conséquences dramatiques dans un pays où les revenus pétroliers représentent jusqu'à 98% des recettes. Le pays a perdu jusqu'à 50% des recettes et fut plongé dans une crise économique. Le FLN, représentant de l'armée, et la bureaucratie parasite de l'état rentier pétrolier ont entrepris le processus de « libéralisation » de la main du FMI. Ils mirent à l'ordre du jour la réforme économique et politique, la privatisation du système financier, l'ouverture du sous-sol aux multinationales pétrolières, la dévaluation du dinar, l'ajustement des prix, la congélation des salaires, la fermeture des entreprises publiques et les licenciements (le chômage a atteint 17%). En même temps, la dette extérieure a atteint les 20.000 millions de dollars.

Dans ce cadre général, une vague de grèves convoquée par la UGTA (la principale force syndicale algérienne) a été accompagnée, le 4 octobre 1988, par une énorme manifestation de jeunes étudiants et des quartiers les plus pauvres. Les ministères, les banques, les magasins et les boutiques de luxe ont été assaillis et saccagés. Le gouvernement a déclaré l'état de siège, commencé la répression et les confrontations avec la police, avec le chiffre d'environ 500 morts et des milliers de prisonniers.

La « transition »

Au milieu d'une profonde division interne, le régime a essayé de mener une « transition » qui recomposerait la situation. Les différents clans du FLN et de

l'Armée jouissaient de la collaboration directe de ceux qui, par après, seraient des dirigeants du FIS. Les associations politiques furent légalisées et la Constitution réformée. Les élections municipales et législatives firent partie du processus « d'ouverture ». Dans ce contexte de crise et de soulèvement social, et faute d'une direction, naît le FIS, en mars 1989. Avec le mouvement de masses sur l'avant de la scène, au milieu de la crise économique et des institutions, la formation du FIS a été encouragée par un secteur du régime lui-même pour essayer « d'intégrer » les secteurs protagonistes du mécontentement social.

En 1990, lors des élections municipales, les premières élections avec pluralité de partis depuis l'indépendance, le FIS a gagné avec 55% des voix, au milieu du bruyant effondrement du FLN. Toute sa politique se centrait sur les futures élections législatives et sur la convocation à une Assemblée Constituante, de façon à canaliser et à fermer la crise. Comme preuve de cela, le FIS s'est engagé à lancer un appel pour lever la grève des éboueurs d'Alger et envoyer ses militants à nettoyer les rues.

La première Guerre du Golfe

La première Guerre du Golfe fut une preuve pour tous les courants algériens. Au début, le FIS a soutenu le Koweït, c'est-à-dire l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis, contre l'Iraq. Ce fut le PT de Luisa Hanune (une organisation liée au lambertisme) qui, en septembre 1990, convoqua, à Alger, la première manifestation contre l'intervention impérialiste en Iraq. Son succès a provoqué un changement de position dans plusieurs partis algériens : le FNL, le PT et d'autres partis et personnalités ont constitué le Comité de Soutien au peuple iraquien, qui peu après a organisé une nouvelle manifestation avec plus de 200.000 personnes.

Parmi les travailleurs et la jeunesse, la sympathie envers le peuple iraquien était massive. La base du FIS était totalement désorientée et commençait à se poser des questions sur son parti. Cette pression populaire a amené le FIS à changer complètement de position et, avec d'autres forces, il a mobilisé un million de personnes pour demander des armes et des camps d'entraînement pour aller combattre en Iraq. Cette position a généré des divisions à l'intérieur du FIS et lui a valu la rupture avec ses parrains saoudiens et une sentence de mort de la part de l'impérialisme.

Les mobilisations massives contre l'intervention impérialiste en Iraq se produisirent, alors que le régime augmentait sa soumission envers le FMI. Les élections législatives se déroulèrent au milieu d'une crise sociale galopante et l'état de siège était en vigueur, avec des milliers d'activistes emprisonnés, y compris plusieurs des principaux dirigeants du FIS. C'est pourquoi, quelques

forces politiques (comme le PT) appelèrent au boycott des élections. Qu'ont fait les dirigeants du FIS face à cette situation ? Participer aux élections et appeler sa base à le faire. Est-ce la façon d'agir d'une organisation fasciste ? Cette politique montre ce qu'ils étaient par essence : un appareil électoral pour canaliser le mécontentement social. Et ils ont joué leur rôle, même au prix de perdre un secteur de leur base : entre les élections municipales et le premier tour des législatives, le FIS a perdu plus d'un million et demi de votes. Malgré cela, il a largement triomphé. Ensuite, ce fut le coup d'état.

Les droits des femmes

Un des arguments les plus utilisés pour justifier le coup militaire et la répression contre le FIS a été le fait que leur arrivée au pouvoir supposait « une menace pour les droits des femmes ». Une fois de plus, quelques doses de vérité sont utilisées pour donner de la crédibilité à de grands mensonges. En 1984, quatre ans avant que naisse le FIS, le gouvernement « laïque » du FLN a adopté le Code de la Famille selon lequel aucune femme algérienne ne peut se marier sans autorisation de son tuteur, obligatoirement un homme, un parent ou un juge si la femme n'a pas famille. La résolution favorable d'une demande de divorce faite par une femme est pratiquement impossible. Les coups ou les raclées ne sont pas considérés comme des raisons suffisantes. La femme peut acheter sa liberté en payant, bien sûr, le prix stipulé par le mari et le juge. Quand l'homme demande le divorce, il est automatiquement accordé, avec droit de rester dans le domicile conjugal, ce qui provoque le drame de milliers de femmes qui déambulent dans les rues. Les femmes doivent obéissance au mari, au père et au beau-père.

Depuis son approbation, des milliers de femmes sont sorties dans la rue pour protester contre ce Code. Mais « la défense des femmes algériennes face à l'intégrisme » a été un des arguments cyniques pour soutenir les mêmes militaires putschistes qui ont approuvé le Code. Il y a à peine quelques jours, le régime algérien pro-impérialiste, qui « a défendu la démocratie », a à nouveau ratifié ces contenus de base.

Le GIA et la guerre civile

Après le coup militaire, l'Algérie a vécu une guerre civile de fait : On évalue à 150.000 les morts au cours de ces 12 années. Le FIS s'est écroulé comme un château de cartes devant la répression. Mais les attentas, les crimes dans les villages ou les enlèvements et meurtres d'étrangers de manière non-discriminée ont été imputés aux « islamistes ». Le GIA (Groupe Islamique Armé) a été présenté comme la continuité du FIS.

Il s'agit sans doute d'une des manipulations médiatiques les plus honteuses. Le GIA apparaît effectivement d'une rupture du FIS après le coup militaire. Ce que le gouvernement algérien, l'impérialisme européen et ses médias cachent, c'est qu'en fait, le GIA a déclaré la guerre au FIS et l'a transformé en cible de ses attaques. Au mois de janvier 1994, il se vantait d'« avoir exécuté septante traîtres » du FIS et, en 1995, le GIA assassinait à Paris le fondateur exilé du FIS, l'imam Abdelbaki Saharoui. Plusieurs travaux de recherche ont dénoncé l'infiltration militaire dans le GIA et l'implication des militaires dans des actes qui lui ont été attribués. En réalité, tout indique que le GIA a fini par être une espèce de « franchise » sous laquelle agissaient des groupes isolés et infiltrés jusqu'à la moelle.

Il y a un autre facteur matériel qui a opéré tout au long de la sanglante guerre civile algérienne.

Depuis des années s'est développé un marché parallèle, connu sous le nom de trabendo et basé sur la contrebande. Ce marché a augmenté avec le processus de recolonisation, comme forme d'accumulation pour un secteur de la bourgeoisie algérienne déplacée de l'état rentier.

Le trabendo produit entre 30 et 60% des revenus familiaux. Un journaliste signale : « Une économie de 'pillage' permet aux chefs locaux, aux dirigeants de la guérilla islamiste et aux militaires de s'approprier de nouvelles ressources et de maintenir de cette manière le niveau de violence (...) Ainsi, une partie de cette immense population en crise sociale, politique et économique trouve dans le maquis ou la caserne, outre un emploi, une voie de progrès social ».

La résistance irakienne

La position face à la résistance irakienne est sans doute aujourd'hui la clé de toute politique révolutionnaire face à la guerre en Iraq. Ici se pose à nouveau la même question : peut-on qualifier les islamistes irakiens de « fascistes » ? Nous avons un premier problème, puisque les islamistes irakiens sont divisés et s'affrontent littéralement aux tirs. Deux organisations qui se revendiquent comme islamistes sont les principaux supports politiques de l'occupation impérialiste : le Parti Islamique de la Prédication (Hizb Al Dawa al Islami), auquel appartient l'actuel Premier ministre, Ibrahim Al Yafari, et le Conseil Supérieur de la Révolution Islamique (CSRI). D'autre part, des organisations qui revendiquent leur foi islamique, comme l'armée Mehdi, dirigée par l'ecclésiastique chiite Muqtada al Sadr, et des groupes sunnites combattent l'envahisseur les armes à la main. Quelqu'un avec un certain degré de sérieux peut-il appeler « fascistes » ceux qui combattent pour l'indépendance de leur pays et pour chasser de leur territoire l'envahisseur impérialiste ? Dans d'autres articles de ce numéro du Marxisme Vivant, nous faisons une analyse du

caractère de cette résistance, nous exposons nos différences et critiques avec des courants comme ceux d'Al Zarqawi et nous développons une polémique avec Gilbert Achcar, dirigeant du Secrétariat Unifié de la Quatrième International qui, avec des arguments semblables à ceux que nous avons analysés et critiqués, refuse de soutenir de manière inconditionnelle la lutte de cette résistance contre l'envahisseur.

La conclusion de ce débat est que les positions d'Achcar accompagnent, avec des arguments de gauche, la position de l'impérialisme français et qu'elles sont au service de cette politique. Le soutien inconditionnel à la résistance militaire à l'envahisseur est le point de départ de toute position qui s'estime révolutionnaire.

Les racines sociales de l'islamisme

Les médias occidentaux, particulièrement dans les pays impérialistes, identifient systématiquement des millions de travailleurs et de jeunes musulmans avec le « fanatisme religieux ». En s'en faisant l'écho, la plupart de la gauche européenne explique le phénomène islamiste par « le retard et l'ignorance des gens de ces pays ». Si le développement de l'islamisme se basait seulement sur ces facteurs, pourquoi les masses n'ont-elles pas limité leur sentiment religieux à assister aux mosquées ? Pourquoi, au lieu d'un développement religieux passif, l'islamisme s'associe-t-il aujourd'hui à une montée monumentale des luttes, à l'irruption de millions de gens dans la vie politique, à des insurrections et des révolutions ?

Il ne manquera pas un gauchiste cultivé ou un bourgeois libéral pour répéter la célèbre phrase de Karl Marx : « la religion est l'opium du peuple ». Mais il suffit de lire la citation complète de Marx pour commencer à comprendre globalement le phénomène : « La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, le cœur d'un monde sans cœur, ainsi que l'esprit d'une situation dépourvue d'esprit. La religion est l'opium du peuple ».

Il s'agit de chercher les racines du phénomène dans sa base matérielle. C'est pourquoi Lénine ajoutait : « La racine la plus profonde de la religion à notre époque est l'oppression sociale des masses travailleuses, leur apparente impuissance totale face aux forces aveugles du capitalisme qui, chaque jour, chaque heure, cause aux travailleurs des souffrances et des martyres mille fois plus horribles et plus sauvages que tout événement extraordinaire, comme les guerres ou les séismes. La peur a créé les dieux. La peur face à la force aveugle du capital (aveugle parce ne pouvant être prévue par les masses du peuple), la peur qui, à chaque pas, menace de mener le prolétaire ou le petit propriétaire à

la perte, à la ruine 'inattendue', 'soudaine', 'imprévue', en le transformant en mendiant, en indigent, en le jetant dans la prostitution, en le faisant mourir de faim : voilà la racine de la religion contemporaine dont le matérialiste doit avant tout tenir compte, surtout s'il ne veut pas rester en apprenti matérialiste ».

La brutalité de l'impérialisme agonisant, les innombrables expressions de la barbarie, la faillite du stalinisme et de l'ancien nationalisme bourgeois et l'inépuisable persévérance et l'héroïsme des masses, sa volonté réitérée de lutte, expliquent ce phénomène de l'islamisme. C'est pourquoi, en paraphrasant Lénine, situer le combat contre les directions des islamistes sur le terrain de la « lutte contre la religion » signifie finalement aider l'impérialisme et les ayatollahs de garde.

S'il fallait résumer ce long débat en peu de lignes, avec le risque de toute définition schématique, on dirait : le phénomène appelé islamiste apparu dans les deux dernières décennies est, en essence, une expression dénaturée du nationalisme. Pour les révolutionnaires, les relations avec ces courants sont guidées, dans les grandes lignes générales, par les mêmes paramètres avec lesquelles nous agissons face aux directions nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises quand elles se heurtent à l'impérialisme. Pour nous, le développement de ce sentiment religieux islamiste parmi des millions de travailleurs et de jeunes dans le monde a des racines sociales profondes et toute publicité révolutionnaire contre la religion sera subordonnée à la tâche centrale : le développement de la lutte de classes des masses exploitées contre les exploités.

Table des matières

Présentation	2
En 2005	5
<i>Une question de principes: Polémique avec Gilbert Achcar (SU) sur la résistance iraquienne</i>	5
Lénine et les guerres	6
Les guerres de libération nationale	7
Une guerre sans « actions horribles » ?	7
Que faisons-nous face à Al Zarqawi ?	8
Deux politiques face aux directions fondamentalistes	9
Maintenant si, unité d'action	10
Le « déluge opportuniste »	11
La lutte de classes	12
<i>La Chine : la résistance ouvrière, paysanne et populaire</i>	12
Les conditions de vie et de travail de l'ancienne classe ouvrière	13
L'irruption des protestations	14
La massification de la lutte	14
Trois vagues post-Mao	15
Le nouveau prolétariat rejoint aussi la lutte	17
La résistance paysanne	18
Evacuation forcée de terres	19
Dossier	21
<i>Des tranchées aux palais : les chemins de la « gauche »</i>	21
JAMES PETRAS	22
FIDEL NIETO	26
JORGE ZABALZA	31
VALERIO ARCARY	34
<i>Interventions finales</i>	39
JAMES PETRAS	39
FIDEL NIETO	41
JORGE ZABALZA	42
VALERIO ARCARY	43
Ce qu'a été le FMLN	47
Quelques lignes sur les Tupamaros	48
Points de vue	49
<i>La question de l'islamisme et la gauche mondiale</i>	49
Un point de vue erroné	49
Le phénomène islamiste	50
Le débat dans la gauche	51
Deux critères opposés pour les caractériser	52
Les erreurs auxquelles mènent ces analyses	53
L'Arabie Saoudite	53
Révolution et contre-révolution en Iran	54
L'Iran est-il féodal ou capitaliste ?	55

L'islamisme après la révolution iranienne	56
La Palestine : ni sionisme ni Hamas ?	57
La dramatique expérience algérienne	58
La « transition »	59
La première Guerre du Golfe	60
Les droits des femmes	61
Le GIA et la guerre civile	61
La résistance irakienne	62
Les racines sociales de l'islamisme	63